

ÉCOLOGIE DES SAVOIRS URBAINS

ÉPREUVES DE LA
RECHERCHE-ACTION AU
METROLAB BRUSSELS

MATHIEU BERGER

Depuis 2015, le projet Metrolab rassemble à Bruxelles architectes, urbanistes, géographes et sociologues autour de recherches-actions menées auprès de projets de développement urbain financés par la politique européenne FEDER. Inspiré par les pratiques de recherche de l'École de Chicago et l'épistémologie du pragmatisme américain, ce projet de laboratoire-observatoire a visé à rapprocher, autour de situations urbaines concrètes, observateurs universitaires et acteurs d'une politique publique, afin d'améliorer cette dernière par l'enquête et l'expérimentation. Dans cet article, l'auteur, en tant que coordinateur du Metrolab, revient sur les réussites et difficultés de cette entreprise consistant à accueillir et faire coopérer des savoirs au sujet de la ville, des formes d'engagement et des perceptions de la réalité urbaine très différents. Le texte insiste en particulier sur les épreuves de communication et d'intercompréhension soulevées par ces pratiques de recherche-action, ces situations dans lesquelles des *mo(n)des de signification* pluriels et concurrents entrent en tension. Trois variétés de ces épreuves, qualifiées ici d'*éco-sémiotiques*, sont détaillées : celles qui se sont jouées entre représentants de disciplines différentes au sein de l'équipe scientifique du Metrolab ; celles qui ont associé le laboratoire-observatoire et les acteurs des projets urbains suivis ; enfin celles qui se sont posées entre l'observatoire et ceux qui l'ont observé, évalué, qu'il s'agisse de l'autorité de gestion régionale ou d'acteurs critiques issus d'associations et de collectifs militants.

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME ; RECHERCHE-ACTION ; TRANSDISCIPLINARITÉ ; ÉCO-SÉMIOTIQUE ; OBSERVATOIRE SOCIAL ; METROLAB BRUSSELS.

* Mathieu Berger est professeur à l'UCLouvain, chercheur au CriDIS (UCLouvain), et chercheur associé au CEMS-EHESS, ainsi qu'au Laboratoire de sociologie urbaine de l'EPFL [m.berger@uclouvain.be].

LA POLITIQUE DE LA VILLE COMME LABORATOIRE SOCIAL

Depuis 2015¹, le Metrolab rassemble des sociologues, des architectes, des urbanistes et des géographes de l'UCLouvain et de l'Université Libre de Bruxelles² autour de recherches-actions menées au sein de la programmation FEDER-Bruxelles 2014-2020³, une politique de développement régional subsidiée par l'Europe. Cette programmation, qui représente un investissement d'environ 200M€ et compte 46 projets très différents⁴, poursuit une stratégie de développement urbain social, environnemental et économique, suivie au Metrolab par des cellules de recherche spécialisées. Dans leur dossier de candidature introduit en réponse à l'appel FEDER en 2014, les fondateurs du Metrolab inscrivent leur projet dans l'héritage des pratiques de recherche de l'École de Chicago et des principes épistémologiques du pragmatisme américain⁵. Le collectif conçoit Bruxelles⁶ comme son « laboratoire social », selon la métaphore chère à Robert Park (1929/2004) ; même si c'est ici moins la ville dans son ensemble qu'une politique de la ville spécifique qui constitue ce laboratoire⁷.

Après une première programmation 2007-2013 exclusivement centrée sur la création de nouvelles infrastructures urbaines, FEDER-Bruxelles 2014-2020 s'ouvrait également à des projets de recherche. La candidature Metrolab proposait un projet de recherche toutefois assez éloigné de ceux suggérés par le *call*, cadrés dans les domaines des sciences médicales et de l'innovation technologique. L'innovation proposée par le Metrolab concernait la politique publique en elle-même et était d'ordre institutionnel plutôt que technologique. La proposition n'était pas d'équiper le FEDER-Bruxelles d'une « *app* » de « *smart governance* », mais de manière plus simple (et peut-être plus radicale), d'introduire dans cette politique publique des principes et des pratiques d'« enquête », au sens de John Dewey (1938/1993). Il s'agissait de sensibiliser la Région bruxelloise à une conception pragmatiste des politiques publiques ; une conception selon laquelle une politique publique ne doit pas uniquement donner lieu à des

enquêtes et des évaluations une fois achevée, mais est en elle-même une enquête et un processus de « valuation » (Dewey, 1939/2011).

Si au moment de l'appel 2014, FEDER-Bruxelles disposait bien de données et d'indicateurs lui permettant d'observer les avancées annuelles de chacun de ses projets, d'assurer leur *monitoring*, et si une évaluation indépendante était prévue à la fin de chaque programmation, il n'était pas donné à cette politique de s'observer et se réfléchir elle-même en train de se faire, à partir de préoccupations qui ne seraient pas relatives uniquement à une rationalité en finalité, mais aussi à une rationalité en valeur – deux formes de rationalité difficilement dissociables, pour les pragmatistes. Avec l'outil Metrolab, nous proposons à la politique FEDER-Bruxelles d'objectiver son rapport à elle-même, non sur le mode du suivi administratif ou de la mise en image et en communication de ses réalisations, mais sur celui de l'enquête collective et multidisciplinaire sur les faits et les valeurs de cette politique. Les 46 projets de la programmation 2014-2020 ne pouvaient être réduits à 46 lignes dans un tableur Excel ; ensemble, ils ouvraient un vaste champ d'expérience et d'enquête.

Après avoir convaincu la Région et obtenu un financement, il a fallu constituer une équipe et prendre place dans Bruxelles : faire exister un collectif et faire vivre un lieu. En ce qui concerne l'équipe, les responsables académiques du projet se sont tournés vers des profils spécifiques. D'un côté, de jeunes chercheurs intéressés par une formation dans un milieu interdisciplinaire, une conception collaborative de la recherche (l'exigence de travailler avec ou auprès de quelques-uns des projets du FEDER-Bruxelles, et non pas seulement sur ces projets) et le défi de mener à bien une thèse de doctorat d'une certaine ambition théorique tout en devant répondre aux exigences pratiques de la recherche appliquée⁸. D'un autre côté, des chercheurs *post-doc* intéressés de donner des prolongements plus pratiques à leurs travaux de thèse, de devenir des acteurs d'une politique urbaine et de coordonner les travaux de cellules de recherche interdisciplinaires. Enfin, des *project managers* prêtes à assurer la gestion pratique et

administrative d'une expérimentation institutionnelle – par définition incertaine et nécessairement « déviante »⁹ – dans le cadre codifié et pointilleux d'une politique publique européenne, et qui pour cela devaient également être pleinement engagées dans le projet et sensibles à sa mission pragmatiste.

Il était attendu de l'ensemble des membres de l'équipe scientifique qu'ils montrent une sensibilité réflexive et une sensibilité pratique, un intérêt prononcé à la fois pour les séminaires de labo et pour les enquêtes de terrain, pour l'élaboration théorique et pour l'indexicalité empirique, pour le dialogue avec des auteurs éloignés dans l'espace et dans le temps et pour le dialogue avec un public local-régional, qu'il s'agisse de porteurs de projets subsidiés, de fonctionnaires régionaux ou de conseillers ministériels, de techniciens et spécialistes compétents sur les matières sociales, environnementales et économiques, d'associations critiques ou de Bruxellois concernés par les conséquences de cette politique. Il était entendu que, si « l'État est quelque chose qui doit toujours être scruté, examiné, cherché [...], le problème consistant à découvrir l'État n'est [...] pas un problème destiné à des enquêteurs s'occupant de théorie et qui ne feraient qu'inspecter les institutions existantes » (Dewey, 1927/2003 : 74), mais plutôt à une communauté d'enquêteurs engagée dans la pratique expérimentale et critique d'une politique publique, et co-responsable de la résolution des problèmes qui s'y posent.

L'ENQUÊTE PREND PLACE

L'espace Metrolab ouvert en avril 2016 au 48 Quai du Commerce, a joué en lui-même un rôle important et révélateur de la démarche. Pour l'université officiellement porteuse du projet, l'UCLouvain, basée à quarante kilomètres de là, voir ses chercheurs louer un espace au cœur de Bruxelles, en bord de Canal, pour l'ouvrir à l'ULB dans un contexte de tensions entre ces institutions, n'allait pas de soi. Cet espace a été créé envers et contre ces difficultés liées à la politique universitaire, afin de mieux aller au-devant de difficultés liées aux politiques de la

Cité. Il a pu compter sur la détermination de collègues issus des deux universités, provenant de différentes disciplines et tous suffisamment « sollicités » (Bidet *et al.*, 2015) par les troubles et problèmes de la réalité urbaine bruxelloise¹⁰ et le supplément d'enquête, de réflexion et d'expérimentation pratique qu'ils appelaient. Cette sollicitation fut d'autant plus forte qu'elle concernait différents académiques alors perplexes et hésitants quant aux enjeux et finalités ultimes des *urban studies* qu'ils pratiquaient et enseignaient à l'université, conscients de leurs insuffisances disciplinaires respectives (architecture, urbanisme, sociologie, géographie) dans leurs efforts isolés d'élucidation des problèmes posés par la ville, et désireux d'apprendre des autres, de reconnaître leurs interdépendances épistémiques et de faire collectif devant la complexité¹¹.

Davantage qu'à abriter un collectif de chercheurs, l'espace du Metrolab visait aussi à recevoir et à faire exister un *public* autour du processus d'enquête collective. En effet, un autre constat que l'on pouvait faire à propos de la programmation FEDER-Bruxelles précédente (2007-2013) était que l'intérêt des Bruxellois pour cette politique, ses enjeux et réalisations semblait inversement proportionnel aux moyens importants investis en elle et aux transformations effectives du paysage urbain qu'elle causait, en particulier sur le « territoire du Canal »¹². L'éloignement du financeur – « l'Europe » – et le caractère cryptique de ses programmes contribuaient à « éclipser » un possible public (Dewey, 1927/2003), ce alors que la Région bruxelloise gardait la pleine maîtrise d'ouvrage de sa programmation. L'un des enjeux du Metrolab était alors, par une « animation scientifique » de la politique FEDER-Bruxelles, d'étendre progressivement sa communauté d'enquêteurs et de faciliter l'émergence d'un public.

L'installation du labo au cœur du territoire du Canal, à l'interface de nombreux projets FEDER et à la croisée d'enjeux urbains de première importance (le quartier Yser est à la fois celui du futur pôle culturel-artistique du centre-ville et un espace occupé par des migrants et réfugiés), a été un avantage dans cette entreprise. Les

activités et événements du 48 Quai du Commerce ont été particulièrement diversifiés : séminaires d'équipe à caractère méthodologique, séminaires destinés à quelques porteurs de projets FEDER autour de la résolution de problèmes spécifiques, ateliers participatifs de *co-design* d'espaces et de d'aménagements, événements de socialisation destinés à l'ensemble des porteurs de projets FEDER, événements thématiques destinés au secteur des métiers de la ville à Bruxelles, activités pédagogiques et expérimentales au bénéfice de centaines d'étudiants locaux et internationaux, organisation de défenses de thèses doctorales, activités citoyennes avec des associations et acteurs locaux (notamment autour de l'accueil des réfugiés dans cette zone de Bruxelles), mise à disposition du lieu pour des événements autour de questions urbaines organisés par la Région bruxelloise ou par la Commission européenne, etc.

Cette hétérogénéité des publics marquait jusqu'à l'occupation du bâtiment. Le Metrolab, installé au deuxième étage, avait pour voisin du dessus une association de soutien scolaire ciblant des jeunes du quartier d'origine maghrébine et en situation de décrochage, et pour voisin du dessous un grand bureau d'architecture contemporaine installé dans des locaux luxueusement rénovés ; ce(s) monde(s) se croisant avec embarras, indifférence ou amusement dans la cage d'escalier ou la cour de l'immeuble. À l'extérieur, adossés contre le bâtiment côté rue, visibles et audibles depuis la cour, se tiennent généralement quelques travailleurs migrants africains, attendant d'être emmenés sur un chantier pour la journée.

Le bâtiment en lui-même a acquis progressivement une signification particulière pour les membres du Metrolab. Le projet, en visant à engager la recherche vis-à-vis de son environnement urbain au sens large, s'est aussi inscrit dans l'histoire particulière d'un lieu précis.



L'entrée du 48 Quai du Commerce en 1978.
(Photo : Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.)

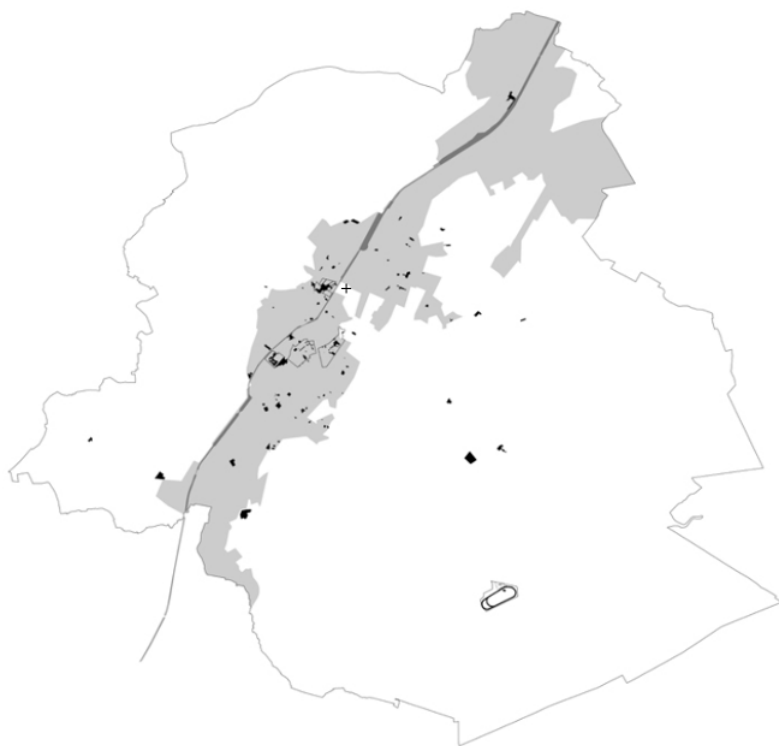
Immeuble classé représentatif de l'architecture industrielle des années 1930, le 48 Quai du Commerce fut construit pour y accueillir leur entreprise de sellerie et autres manufactures de cuir. Après avoir été racheté par les entreprises Benz après la guerre et réapproprié pour l'automobile, l'immeuble a été utilisé pour l'industrie textile, avant d'être partiellement désaffecté. L'actuel propriétaire travaille à sa réaffectation depuis le début des années 1990. Architecte et entrepreneur issu d'une grande famille, il partage son activité entre

gestion immobilière et engagement philanthropique, notamment à travers l'association qu'il préside, Habitat & Humanisme, active sur les questions de logement et de sans-abrisme à Bruxelles. Ceci explique le caractère mixte et inclusif de l'immeuble dans son occupation actuelle, ainsi que la sensibilité du propriétaire au projet du Metrolab lorsque nous l'avons rencontré en 2015. Il fallait en effet montrer une certaine sensibilité à l'idée de recherche-action urbaine pour accepter une location atypique, l'espace loué accueillant régulièrement de cinquante à cent participants extérieurs lors d'activités (ateliers, *masterclasses*, conférences).

Pour les chercheurs du Metrolab, il importait que cet espace de travail et de rencontre, pensé comme un carrefour pour les différents projets FEDER, se situe au cœur de la zone d'intervention de cette politique qui, malgré un élargissement récent, demeure le territoire du Canal. Ces projets, catégorisés par le FEDER selon différents axes (innovation, développement économique, transition environnementale, inclusion sociale) et différentes filières (santé, alimentation, tourisme, etc.), forment un ensemble hétéroclite d'interventions, certaines engageant la création, rénovation ou transformation d'infrastructures, d'autres non.

Citons, parmi cette variété de projets : l'aménagement à Cureghem de centres de soin pour des publics vulnérables échappant à la filière de santé officielle (SDF, demandeurs d'asile, migrants) ; la transformation, en plein centre-ville, du bâtiment de la Bourse en « palais de la bière » ; le réaménagement et la re-programmation du site des Abattoirs d'Anderlecht en vue de la diversification de leurs activités dans un quartier de première implantation proche de la Gare du Midi ; le réaménagement, en bord de Canal, d'un vaste entrepôt d'import-export automobile en un « jardin d'hiver » public ; la rénovation-reconversion du site d'une ancienne abbaye en centre culturel et artistique dans un quartier populaire de Forest ; la transformation d'un ancien hippodrome en espace multisport et de détente dans une commune plus cossue en bord de Forêt de Soignes ; la création d'un

laboratoire sur les performances énergétiques et techniques de rénovation du bâti ; des activités de formation et d'*empowerment* entrepreneurial de jeunes en décrochage à Molenbeek ; la mise en place d'un projet d'agriculture urbaine et de soutien aux nouveaux maraîchers à Anderlecht ; un projet d'accompagnement des entrepreneurs du secteur de la mode et du design ; etc. Ces projets diffèrent aussi du point de vue des acteurs qui les portent, au statut juridique parfois public, parfois privé, ou encore unis par un PPP.



Inventaire cartographique des projets d'aménagement et d'architecture ayant bénéficié de financements européens entre 1993-2020 (Source : Varloteaux, 2020).

La localisation de l'espace Metrolab, au 48 quai du Commerce 1000 Bruxelles, est indiquée par le « + ».

Les collaborations du Metrolab avec ces différents porteurs de projets se sont organisées en différentes thématiques (en fonction des priorités de la stratégie européenne de développement urbain durable) et différentes méthodes de suivi (en fonction des caractéristiques du projet et de son état d'avancement).

L'entrée thématique sur la programmation nous amena à identifier, parmi l'ensemble des projets FEDER, ceux pour lesquels des enjeux d'inclusion urbaine, d'écologie urbaine ou de production urbaine étaient significatifs¹³. Ces trois thématiques ont alors fait l'objet de cycles de travail consécutifs (inclusion en 2016-2018, écologie en 2017-2019, production en 2018-2020), à travers lesquels des enquêtes furent menées auprès des projets, des ateliers et séminaires furent organisés, et qui furent chacun ponctués par la tenue d'un colloque, associant spécialistes internationaux de ces questions et acteurs bruxellois, et d'une *masterclass* intensive. Chaque *masterclass* thématique a rassemblé 25 à 40 étudiants/doctorants internationaux à Bruxelles pendant deux semaines, autour de quatre sites choisis comme cas d'études parmi les 46 projets de la programmation, dans un processus d'expérimentation collective et transdisciplinaire aboutissant à la production et à la présentation, devant un jury, de propositions concrètes, prospectives ou alternatives adressées aux porteurs de projet FEDER concernés. Ces trois cycles de travail ont chacun donné lieu à un ouvrage (Berger *et al.*, 2018 ; Declève *et al.*, 2020 ; Decroly *et al.*, à paraître en 2021).

Les modes de collaboration associant le *lab* aux projets suivis ont varié en fonction du type de porteur (public, privé, PPP), de la sensibilité du porteur aux apports de l'enquête et de l'intelligence collectives, du niveau de confiance envers les chercheurs, de la qualité et quantité des informations sur le projet partagées avec les enquêteurs, de l'ampleur du projet suivi, de son état d'avancement, de son caractère plus ou moins stratégique pour la Région, plus ou moins délicat ou controversé, etc. Dans certains cas, l'accompagnement a pu se faire de manière plutôt distante, à travers l'observation non

participante des activités publiques organisées par les porteurs de projet, ou sur des modes dans lesquels les chercheurs maintenaient une posture universitaire classique (en organisant, par exemple, une conférence bénéficiant aux projets FEDER concernés). Dans d'autres cas, les chercheurs du Metrolab étaient appelés par des porteurs de projet à produire une expertise sur des questions purement techniques, à apporter une consultance sur des questions de *management*, voire à prendre un rôle de communicant au service du projet FEDER concerné. Dans ces dernières situations, la collaboration se faisant particulièrement étroite, il fallut parfois rappeler à la fois l'indépendance du chercheur universitaire et la nécessité pour lui ou elle de produire, à travers son activité, des connaissances de portée plus générale. Les autres collaborations donnèrent lieu à des expériences de *recherche-action* à proprement parler dans lesquelles ces deux dimensions (de recherche et d'action) étaient présentes et s'équilibraient : d'un côté, les activités réflexives menées au sein du laboratoire avaient des conséquences pratiques sur la menée des projets FEDER concernés ; de l'autre, l'implication pratique des membres du Metrolab dans les activités concrètes associées aux projets donnait lieu à des situations intéressantes, provoquant la réflexion et relançant la recherche.

ÉPREUVES ÉCO-SÉMIOTIQUES : TENSIONS ENTRE MO(N)DES DE SIGNIFICATION

Ces cinq années d'expérience, passées à recevoir dans cet espace de travail et à associer à un processus d'enquête une foule d'interlocuteurs et de co-enquêteurs, ont été aussi passionnantes et productives qu'*éprouvantes* – des épreuves qui au-delà de leur dimension pathique nous intéressent pour la dimension active d'apprentissage que leur reconnaît le pragmatisme deweyen. Parmi les multiples épreuves qui ont jalonné l'expérience Metrolab, on insistera ici sur des épreuves de communication et d'inter-compréhension entre une pluralité d'observateurs et d'acteurs. Les situations urbaines organisent en effet de multiples perspectives, elles articulent l'intersection d'une pluralité

de systèmes de coordonnées (Mead, 1926). Le défi d'un espace comme Metrolab est alors d'offrir une plateforme capable d'accueillir et de faire coopérer des savoirs au sujet de la ville, des modes d'engagement et des perceptions de la réalité urbaine très différents. Avant de considérer différentes modalités de ces épreuves, il importe d'en préciser un peu la nature.

Nous avons dit qu'il s'agissait d'épreuves de communication et d'inter-compréhension. Or, dans la mesure où ces épreuves ou tensions ne concernent pas uniquement des personnes mais plus abstraitement des *modes* cognitifs, perceptifs et interprétatifs ; et étant donné, par ailleurs, que ces transactions entre savoirs ne passent pas nécessairement par le *Diskurs* au sens de Habermas, mais par différents niveaux de langage et différents régimes de signes, mieux vaut les concevoir comme des épreuves de signification (*meaning-making*) ou épreuves sémiotiques. Ensuite, parce que ces *modes de signification* pluriels – potentiellement complémentaires et partiellement concurrents – s'enracinent et se cultivent dans différents *mondes de signification* ayant une réalité matérielle et écologique (Cefaï, 2015), les interactions qu'ils entretiennent sont, en définitive, de type « éco-sémiotique » (Berger, 2018a).

L'expérience en première personne de ces épreuves a été l'occasion d'appliquer à leur compréhension une approche pratiquée depuis le début de mes travaux pour décrire et analyser des difficultés énonciatives dans des rassemblements à caractère politique (Berger, 2008), une approche que je qualifiais alors d'« ethno-pragmatique », suivant en cela l'ethnographie de la communication d'Alessandro Duranti (1994). L'éco-sémiotique ne fait finalement que préciser le sens déjà placé dans l'ethno-pragmatique, « éco- » remplaçant « ethno- » pour renforcer la dimension matérielle et vivante plutôt que seulement culturelle, du « milieu de réception » (Berger, 2018a) dans lequel les énonciations sont tentées ; « sémiotique » remplaçant « pragmatique », dans la mesure où le travail de *meaning-making* qui occupe les participants de ces situations ne se limite pas aux actes de langage

de la pragmatique d'Austin ou de Searle (Berger, 2014). Cette évolution dans l'approche est l'indice d'avancées épistémologiques plus générales en ethnographie de la communication, un champ des sciences sociales marqué comme bien d'autres par un récent tournant spatial/écologique et qui, parmi les auteurs pragmatistes de références, a redécouvert ces dernières années le pragmatisme sémiotique de Charles S. Peirce (Berger *et al.*, 2017). Ainsi par exemple, l'approche d'un Charles Goodwin, proche collaborateur de Duranti (Duranti & Goodwin, 1992), a elle-même été récemment qualifiée d'« écologie sémiotique » (Quéré, 2016).

Si ces grands noms de l'ethnographie de la communication demeurent des références importantes, l'éco-sémiotique dont il est question dans mes travaux s'intéresse moins aux situations isolées souvent choisies par Goodwin ou Duranti, qu'à des situations logées dans une certaine « niche sémiotique » (Hoffmeyer, 2008) et participant d'une plus large « sémiosphère » (Lotman, 1991)¹⁴. Cette dernière, étant donné l'objet autour de laquelle elle se déploie (un problème public ou une politique publique), a la spatialité d'une « arène publique » à scènes multiples (Cefaï, 2016). Cependant, contrairement à ce qu'une acception agonistique ou dramaturgique de la notion d'arène suggère, chacune de ces « scènes » n'est pas seulement approchée comme un lieu de lutte ou de représentation, mais comme un milieu préalablement occupé, habité, approprié par *une partie* des participants, en tant que région de leur « monde social » (Cefaï, 2015), et au sein de laquelle ils font prévaloir, entre autres choses, des régimes de signes, des modes d'interprétation et un « style cognitif » particuliers (Schütz, 1945/1962).

Dans les pages qui suivent seront considérées trois variétés de ces épreuves éco-sémiotiques, ces tensions entre mo(n)des de signification, qui au cours de l'expérience Metrolab se sont jouées...

- entre représentants de « facultés » – au double sens cognitif et institutionnel du terme – différentes au sein de l'équipe scientifique ;

- entre le laboratoire-observatoire et les acteurs des projets FEDER avec lesquels il a cherché à se coordonner dans une communauté d'enquête élargie ;
- entre l'observatoire et ses propres observateurs, qu'il s'agisse – à des niveaux très différents – de l'autorité régionale responsable du financement et du suivi du projet, ou, au niveau local, de citoyens et activistes critiques.

TENSIONS FÉCONDES ENTRE FACULTÉS

Considérons d'abord, sous cet angle éco-sémiotique, le problème général de la pluralité des intelligences, des nécessaires tensions et débordements entre ces facultés, connaissances ou disciplines dès lors qu'elles cherchent à se coordonner autour d'un même objet d'investigation, avant de présenter les formes particulières (souvent fécondes) que prit ce problème au Metrolab.

L'ARTISTE, LE PISTEUR, LE MATHÉMATICIEN

L'écologie des savoirs et des facultés commence à l'échelle de l'individu, par un développement écologique de l'esprit : le sujet de connaissance reconnaît et apprécie la pluralité et l'interdépendance des formes d'intelligence d'un phénomène. Ainsi, par exemple, Charles Sanders Peirce (1903/1998 : 146-147) pensait qu'une juste appréciation des phénomènes demandait à la philosophie de faire coopérer différentes facultés de l'intelligence humaine :

La première et la plus importante est cette rare faculté de voir ce qui nous regarde en face, au moment où il se présente [...]. C'est par exemple la faculté de l'artiste qui voit les couleurs apparentes de la nature telles qu'elles se présentent. Lorsque le sol est recouvert de neige sur laquelle le soleil brille sauf là où les ombres tombent, si vous demandez à un homme ordinaire quelle est la couleur qui lui apparaît, il vous dira blanc, blanc pur au soleil, un peu grisâtre dans l'ombre. [...] L'artiste, lui, dira que les

ombres ne sont pas grises mais d'un bleu terne et que la neige au soleil est d'un jaune riche. [Pour fonder une phénoménologie,] le pouvoir d'observation de l'artiste est le plus recherché [...]. La deuxième faculté dont nous devons nous armer est un discernement résolu qui s'agrippe comme un bulldog au trait particulier que nous étudions, le suit partout où il se cache et le détecte sous toutes ses apparences. La troisième faculté dont nous aurons besoin est le pouvoir de généralisation du mathématicien qui produit la formule abstraite qui comprend l'essence même de la caractéristique examinée, purifiée de ses attributs accessoires ou non pertinents [...].

Ces différentes facultés, qui contribuent chacune à une phénoménologie complète, ne se réduisant ni à la sensibilité esthétique (l'artiste), ni à l'observation empirique (le pisteur), ni à la logique abstraite (le mathématicien), se combinent aussi dans l'exercice de l'intelligence d'un seul et même individu. Chacune de ces facultés correspondant à un mode élémentaire de l'être au monde, que Peirce nomme respectivement priméité (le phénomène est saisi dans sa qualité), secondéité (le phénomène est saisi dans sa tangibilité) et tiercéité (le phénomène est saisi dans sa généralité), nous les mobilisons sans cesse sous des formes très ordinaires. Il nous est alors possible d'élaborer chacun de ces rapports au monde, sous des modes plus ou moins dissociés ou associés. Si Peirce est considéré comme un authentique génie, c'est en raison d'une éthique intellectuelle inscrite dans ce que Gregory Bateson a appelé bien plus tard « une écologie de l'esprit » (1972), et qui l'amena à s'illustrer en tant que logicien et mathématicien, mais aussi comme géodésien, œnologue ou même détective (Eco & Sebeok, 1984/2015) ! Ces capacités diverses, mais dont il saisissait les connexions intimes, se rejoignent dans sa pratique unique de la philosophie.

INTERDISCIPLINARITÉ ET TRANSDISCIPLINARITÉ

Si ces facultés peuvent être élaborées et articulées par un seul et même esprit génial, une écologie de la connaissance invite aussi et surtout à mettre en œuvre cette coopération des facultés à travers la communication et la collaboration. Ne peut-on imaginer une espèce de laboratoire où collaboreraient l'artiste, le pisteur et le mathématicien, à travers une certaine division du travail, au sein d'une équipe interdisciplinaire ? La réponse est moins évidente qu'il n'y paraît. Il faut se demander, d'abord, si ces différentes facultés peuvent composer ensemble une phénoménologie, qui semble requérir une quatrième faculté, une faculté d'articulation des trois autres et qui n'est pas nécessairement représentée dans cette équipe. Même si nous supposons que nos trois spécialistes sont également formés à la phénoménologie comme discipline philosophique, d'autres problèmes surviennent :

Qui, de l'artiste, du pisteur ou du mathématicien est à l'initiative de la collaboration ? Qui en pose le cadre, en formule le problème et en définit les objectifs ? Qui est l'hôte, qui « reçoit à domicile » ? Qui est l'invité, qui « joue en déplacement » ? Où le laboratoire s'établit-il : dans les bureaux d'une faculté de mathématiques, au milieu des livres et des copies d'examens ? Dans le vaste atelier d'un collectif d'artistes, parmi les toiles inachevées et les restes de pizza ? En plein air et en mouvement, sur un terrain familier au pisteur ? Quelle atmosphère règne-t-il dans ce « monde spécifique »¹⁵ et quelle humeur cognitive favorise-t-elle ? De quels objets et instruments le lieu doit-il être équipé ? Quel médium (visuel, verbal, textuel...) est mis en avant, indiqué, suggéré, sinon dicté par la situation ? Quelles catégories de signes dominent les échanges (Peirce, 1978) ? Les *icônes*, qui signifient par ressemblance, évocation, ouvrent des significations potentielles ? Les *indices*, ces signes qui collent aux faits et aux existants, à partir desquels on cherche à assurer des prises sur le réel ? Les *symboles*, qui développent une signification générale, appuyée sur des lois, des conventions ou des habitudes ?

Ces défis, qui ne manquent pas de se poser dans les collaborations inter-disciplinaires, sont de nature *éco-sémiotique*. Essayons de préciser le sens de ce terme et son intérêt. L'artiste, le pisteur et le mathématicien développent des facultés différentes parce qu'ils se familiarisent à des modes de signification différents, prêtent de l'attention à un certain type de signes plutôt qu'à d'autres. Ils se distinguent le premier par une intelligence iconique, le second par une intelligence indicielle, le troisième par une intelligence symbolique (Ferry, 2007). Le développement d'une communication et d'une intelligence inter-disciplinaires dans ce groupe suppose des transactions « inter-sémiotiques » entre des univers de signification différents, des transactions qui idéalement devraient être comprises et contrôlées par une procédure¹⁶.

À nouveau, parler d'obstacles éco-sémiotiques plutôt que simplement sémiotiques ajoute ceci d'important : si l'artiste, le pisteur et le mathématicien ne prêtent pas attention aux mêmes signes, s'ils puisent dans des univers de signification différents, c'est aussi, simplement, parce qu'ils « ne vivent pas dans le même monde », parce qu'ils habitent des mondes sociaux différents (Cefaï, 2015), où « le sens se cultive » différemment (Rochberg-Halton, 1986). Ainsi, l'intelligence indicielle du pisteur ou du chasseur s'impose comme adaptation à un monde (une forêt hostile par exemple) et à l'intérêt de connaissance qu'il encourage (savoir = se nourrir ; être intelligent = survivre) ; un monde et un intérêt de connaissance en principe entièrement étrangers à l'éminent mathématicien. Une épistémologie de l'interdisciplinarité doit s'intéresser à la chose : les problèmes de l'interdisciplinarité ne se limitent pas à des questions techniques de transcodage d'un « langage » dans un autre, ou de choix de médium (le crayon, la parole, le powerpoint, etc.), mais posent la question socio-anthropologique de l'appartenance de ces trois personnages à des niches sémiotiques elles-mêmes inscrites dans des *niches écologiques* différentes. Relues dans ces termes nouveaux, les difficultés de la communication interdisciplinaire ne peuvent plus être conçues comme de simples problèmes de traduction, mais comme

des problèmes de circulation et d'accessibilité d'une niche à un autre, des problèmes d'accueil et de réception au sein du milieu hôte, où se tiennent et s'organisent les échanges ; bref, comme des problèmes d'*hospitalité* (Stavo-Debaugé, 2018 ; Berger, 2018a).

Cette conception éco-sémiotique jette aussi un éclairage singulier sur la notion de « transdisciplinarité ». Alors que l'« interdisciplinarité » présuppose de manière peu réaliste la symétrie et la complémentarité entre les disciplines représentées, entre des intelligences qui s'emboîteraient l'une dans l'autre, dans un espace de communication supposé neutre, la transdisciplinarité reconnaît mieux l'asymétrie irréductible de ces collaborations entre *host discipline* et *guest discipline*, et le fait que ces dernières ne peuvent s'avancer dans l'espace de communication qu'en *débordant* peu ou prou sur l'intelligence propre aux premières. La transdisciplinarité se produit quand des épisodes d'empiètement ou de transgression introduisent une tension féconde au sein du milieu épistémique d'accueil.

Qu'appelle-t-on ici une tension féconde ? Non pas la « disruption » célébrée pour elle-même, pour la beauté du geste ou le frisson que procure l'effraction dans le domaine de l'autre (une telle conception esthétisante du débordement entre disciplines fait au contraire beaucoup de tort à ces initiatives). Il ne s'agit évidemment pas non plus de ces « irritations » entre systèmes de connaissance, auxquelles les « hôtes » réagissent de manière allergique, suite auxquelles ils se mettent sur la défensive et s'arc-boutent sur leurs acquis disciplinaires. Il s'agit plutôt de *débordements problématiques*, qui ont le mérite de faire naître un *problème* au sein de ce collectif hybride et qui mobilisent ses membres – hôtes comme invités – dans un processus d'enquête, d'éclaircissement progressif et collectif de la difficulté, un processus destiné à tirer au clair ce litige épistémique et évaluer ensemble le gain ou la perte en intelligence occasionné par le débordement.

METROLAB : ABRITER ET CULTIVER LA TRANSDISCIPLINARITÉ URBAINE

Laissons de côté l'exemple de Peirce pour considérer l'expérience du Metrolab. Cette aventure collective associant architectes-urbanistes, sociologues et géographes, pensée dans un premier temps comme « interdisciplinaire » et vécue aujourd'hui comme « transdisciplinaire », a fait naître toutes sortes de tensions, plus ou moins fécondes d'ailleurs. Les plus intéressantes d'entre elles sont survenues lorsqu'un géographe ou un urbaniste s'est essayé à une problématisation sociologique, ou lorsqu'un sociologue a cherché à se saisir de l'outil cartographique ou à esquisser un *design* d'espace public ou de bâtiment. Si ces tentatives ont, à l'occasion, donné lieu à des irritations voire à des abandons, elles ont aussi, heureusement, été posées comme des problèmes : prendre ces débordements au sérieux demandait au collectif concerné de s'interroger sur leurs potentialités à ouvrir des perspectives nouvelles ou à offrir des éclairages nouveaux et pertinents sur le phénomène étudié ; perspectives et éclairages jusque-là absents du corpus disciplinaire de référence.

Si l'empiètement de la sociologue dans le domaine d'intelligence de l'architecte et son appropriation des instruments de la conception architecturale-urbanistique ne peuvent produire, c'est clair, que de la sous-architecture ou du sous-urbanisme, plusieurs possibilités se présentent : cette tentative peut susciter l'agacement, la moquerie, le mépris et être écartée d'un revers de la main ; elle peut être considérée avec sérieux par l'architecte mais refusée à partir d'une argumentation ; enfin, elle peut être reprise, retravaillée par l'architecte pour lui donner une forme aboutie et peut-être originale. En effet, dans ce dernier cas, la sociologue a initié un *design* (en lui-même inabouti) à partir de prémisses, d'idées et d'intentions indisciplinées et donc peut-être nouvelles. Inversement, les sociologues doivent prendre au sérieux les tentatives par lesquelles l'architecte ou le géographe « sociologise ». Maîtrise des configurations et relations spatiales, attention aux détails pratiques, sensibilité esthétique pour les qualités de l'expérience et

pour les ambiances, toutes ces compétences que peuvent démontrer les architectes peuvent faire naître des intuitions ou des hypothèses sociologiques qui auront pour originalité et pour force de saisir un rapport social dans sa forme la plus concrète, située et matérielle. L'intelligence géographique des trames territoriales, de la relativité et de l'interdépendance des situations urbaines peut, elle, permettre d'initier un raisonnement sociologique évitant la myopie.

Quelles que soient les collaborations qui ont associé ces disciplines, parfois deux par deux (architecture et sociologie, urbanisme et géographie), parfois les trois en même temps, la transdisciplinarité au sein du Metrolab s'est exprimée également dans des processus de socialisation, de sociabilité et d'inter-connaissance qui n'étaient pas déterminés par les appartenances disciplinaires, ni d'ailleurs par les appartenances institutionnelles (entre chercheurs de l'UCLouvain et chercheurs de l'ULB). Une autre façon de tester la capacité « transdisciplinaire » atteinte par le collectif Metrolab est finalement le fait qu'après cinq années d'intense collaboration, ce n'est pas avec un-e sociologue, un-e architecte ou un-e géographe, avec lequel on travaille, on discute, on rit ou on s'engueule, mais avec Louise, Pauline, Christian, Geoffrey, Sarah, Simon...

Si c'est le cas, c'est sans doute parce que, sur la durée, à travers la multiplication et l'approfondissement de collaborations dont le *leadership* a été assuré tour à tour par des sociologues, des architectes et des géographes, le Metrolab a ouvert puis consolidé un nouvel habitat pour la recherche urbaine, une « niche sémiotique » particulière où ont pu prospérer des significations partagées ; des cartes, des *designs*, des problématisations et des concepts devenus indissociablement sociologiques, géographiques et architecturaux.

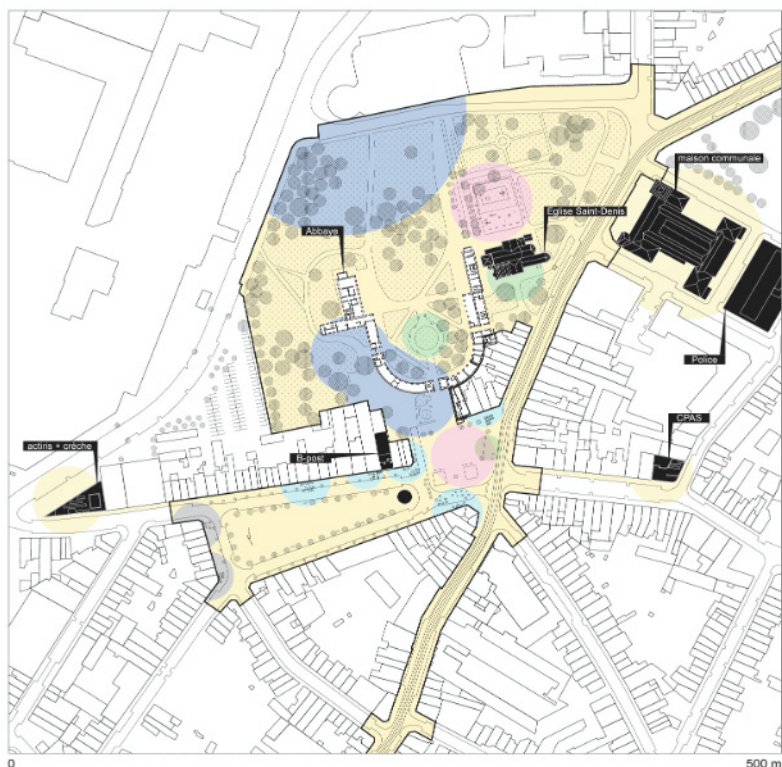
UN OUTIL TRANSDISCIPLINAIRE : CARTOGRAPHIE DE L'ENVIRONNEMENT SOCIAL D'UN PROJET URBAIN

Cela a pu donner lieu par exemple à l'élaboration, par la cellule de recherche travaillant sur le projet FEDER de l'abbaye de Forest, d'une méthode cartographique pour décrire et représenter l'environnement social des projets urbains (Carlier *et al.*, 2020). Cette cellule, composée de deux sociologues, d'un architecte, d'une urbaniste et d'un géographe, se constitua dans la foulée de *masterclasses* consacrées aux enjeux d'inclusion urbaine. À cette occasion, une réflexion collective avait été menée autour du réaménagement de l'ancienne abbaye et de ses jardins en un pôle culturel et artistique. Ces premiers travaux pointaient la faible participation des publics des quartiers populaires voisins aux activités prévues par la municipalité pour assurer la concertation de ce projet. C'est face à cette situation problématique que cette cellule s'est mise en place au sein du Metrolab. Le défi, de nature éco-sémiotique, était pour eux de permettre la représentation (au sens à la fois descriptif et politique) dans le projet de « mondes » sinon absents ; une représentation qui, pour être significative localement dans le comité où s'établit et évolue le projet urbain, doit considérer le « milieu de réception » (Berger, 2018a) que constitue ce comité (une équipe formée d'acteurs politiques communaux, d'agents administratifs et d'experts indépendants), les modes sémiotiques et médiations qui y prévalent : ici la visualisation des réalités urbaines, la carte.

Le travail de cette cellule a donc consisté à croiser les approches et les outils du sociologue, du géographe et de l'architecte-urbaniste pour proposer une méthode de *mapping* de l'« espace de vie » de franges de la population locale non représentées dans les assemblées de participation organisées par la Commune de Forest¹⁷. Huit ateliers de cartographie participative furent organisés avec huit associations implantées à proximité du site de l'abbaye, et dont les publics en représentaient des usagers habituels. Ces ateliers portaient sur les usages

et expériences d'un environnement partagé, et sur les relations de coexistence entre les publics qui s'y jouaient. Une carte schématisant l'espace de vie de chacun des publics rencontrés fut produite lors de chaque atelier, et à partir des huit cartes produites, une carte de synthèse fut élaborée. Ces cartes, qui firent l'objet d'une exposition par la Commune et furent régulièrement reprises par les porteurs du projet et leur bureau d'études dans leurs présentations, en montrant l'organisation, le chevauchement et l'interpénétration des espaces de vie de ces différents types d'usagers jusque-là non représentés, ajoutaient une strate supplémentaire aux niveaux de signification et de complexité considérés par la Commune et révélés par les acteurs effectivement mobilisés dans le processus officiel. En particulier, l'équipe de conception travaillant sur le réaménagement du site de l'abbaye réalisait grâce à ces visualisations que l'espace considéré n'était pas uniquement significatif en tant qu'espace potentiel, en devenir, mais aussi en tant qu'espace effectif, déjà réellement approprié par différents types d'usage(r)s méconnus. On prenait soudain la mesure du fait que la transformation de l'ancienne abbaye en pôle culturel-artistique n'allait pas sans une transformation des espaces de vie établis dans cette partie de Forest. Cette considération encouragea la Commune à augmenter le caractère inclusif de la programmation du lieu (intégration dans le pôle de pratiques culturelles populaires) et à penser les façons dont le futur site dans ses nouvelles fonctions culturelles, pourrait continuer d'accueillir une partie des usages habitants qui s'y déployaient jusque-là.

Si le pluralisme social du lieu, la coexistence et l'entrelacement autour d'un même site urbain d'une multitude de « mondes » représentent une réalité banale pour le sociologue et tout à fait accessible, dans son principe, aux aménageurs, elle ne semble pourtant pouvoir s'imposer à ces derniers comme une réalité contraignante pour le projet qu'à partir du moment où elle peut leur être *montrée*, et pour cela rendue *visible*. La possibilité pour les chercheurs du Metrolab d'exercer un travail de médiation efficace entre les espaces vécus (qui ne se « disent » pas dans les assemblées publiques) et les espaces



Schématisme de la distribution et de l'interaction des espaces de vie selon le type d'usagers, autour du site de l'Abbaye de Forest (Carte de Pauline Varloteaux sur base d'un relevé de Louise Carlier. Source : Carlier *et al.*, 2020).

Légende

- Jeunes du quartier (homme)
- Habituels
- Espaces occupés par les mères et jeunes enfants
- Communauté de la paroisse Saint-Denis
- Habitants de la rue Dries
- Espaces partagés par les usagers
- Equipements

conçus passait par un réalisme éco-sémiotique et la constitution d'un quintet d'enquêteurs capables ensemble de présenter des résultats sociologiques dans le médium « qui convient »¹⁸.

UN CONCEPT TRANSDISCIPLINAIRE : « L'ENCLAVE INCLUSIVE »

Un autre exemple de cette efficacité transdisciplinaire est donné par le développement, la circulation et l'application d'un concept dont nous allons ici brièvement retracer le parcours¹⁹. En 2017, la *masterclass* consacrée à l'enquête collective sur les conditions spatiales de l'inclusion et de l'hospitalité, se centrait sur quatre projets FEDER d'infrastructure, chacun illustrant un enjeu de l'inclusion urbaine à Bruxelles : accès à l'alimentation (projet des Abattoirs d'Anderlecht), accès aux soins (projet de centres de santé de Médecins du Monde à Cureghem), accès à la culture (projet de l'Abbaye de Forest), accès aux espaces verts et récréatifs (projet de l'Hippodrome de Boitsfort). Analysant ces projets à travers le prisme de l'inclusion et de l'hospitalité (Stavo-Debaugé, 2018 ; Berger, 2018b), les participants ont produit sur des temps courts un diagnostic et un ensemble de propositions de *design* adressées aux porteurs des projets concernés. L'expérience de la *masterclass* a été le point de départ de collaborations soutenues, menées sur des temps plus longs, et mêlant à présent non plus des groupes d'étudiants et doctorants, mais des chercheurs Metrolab organisés en cellules.

En conclusion de cette enquête collective, dans un effort de synthèse et de théorisation, nous avons proposé, avec l'architecte-urbaniste Benoît Moritz, une notion permettant d'orienter la conception de lieux d'inclusion et de diversité, que ce soit à Bruxelles ou ailleurs : l'« enclave inclusive » (Berger & Moritz, 2018 et 2020). Il est en effet apparu, à l'observation de trois des quatre cas retenus pour l'enquête, que les attentes d'inclusion urbaine concernaient des sites caractérisés par un certain enclavement, dû à une fonction d'origine très spécifique – fonction que chacun de ces projets s'emploie aujourd'hui à transformer considérablement :

- Abattoirs d'Anderlecht : la fonction de production de viande devient secondaire par rapport à l'activité du marché, de la halle alimentaire et aux fonctions culturelles.
- Abbaye de Forest : ses anciennes fonctions religieuses laissent place à un pôle culturel-artistique et à un espace vert qualitatif.
- Hippodrome de Boitsfort : l'ancien hippodrome est transformé en un espace vert récréatif et sportif d'ampleur métropolitaine.

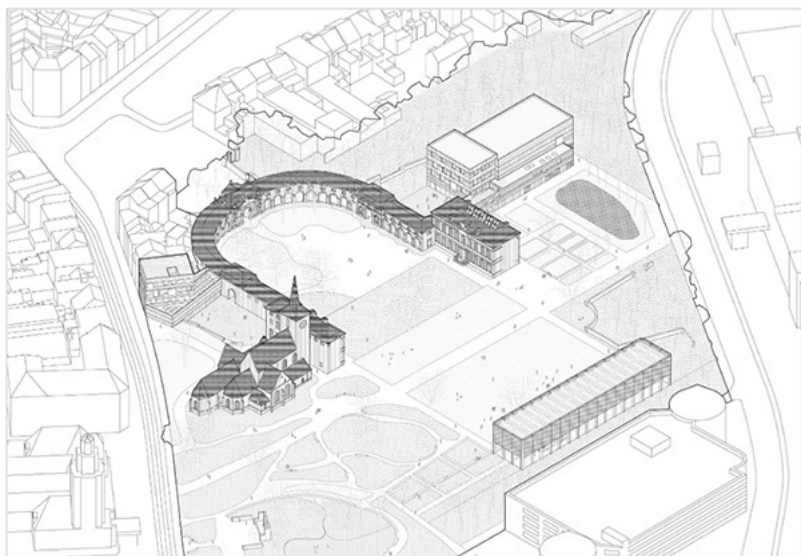
Chacun de ces projets visait une réaffectation du site concerné en un lieu de sociabilité urbaine et de brassage cosmopolite, rassemblant des publics aux profils diversifiés qui convergeraient vers ce lieu pour des raisons différentes, y recherchant des services, des usages ou des biens différents. La question – *indissociablement socio-logique et architecturale* – se posait alors de savoir si l'introversion et la déconnexion de ces sites vis-à-vis de leur environnement urbain direct représentaient ou non des obstacles à ces enjeux d'inclusion et de mixité. L'enclave n'est-elle pas, par nature, une forme urbaine excluante ? Si le caractère excluant d'une enclave urbaine peut se vérifier dans bien des cas, il ne s'agissait pas selon nous d'une fatalité ou d'un travers inhérent à la « forme enclave ». Les Abattoirs d'Anderlecht le montraient en effet par la fréquentation de leurs marchés très populaires : une enclave physique peut aussi être un espace d'inclusion et d'hyperdiversité. Mieux, l'enclave, précisément par ses qualités de contenance, d'intériorité et de déconnexion, permet de recevoir et d'abriter la sociabilité urbaine et les interactions civiles entre inconnus sur un mode apaisé, qui la distingue de ce que peut proposer l'espace public extérieur, ouvert, continu, davantage exposé au tumulte de la ville et en particulier au trafic automobile. D'où le concept – et nous entendons ici « concept » au sens pragmatique d'un outil de conception – de l'enclave inclusive, définie comme *un espace urbain enclos sur le plan morpho-topologique, mais programmé pour un public large, rendu accessible et hospitalier à une diversité d'usagers et apprêté, en particulier, à recevoir les plus vulnérables d'entre eux* (Berger & Moritz, 2020)²⁰.



Visuel extrait du Plan de développement global Abattoir
« le Ventre de Bruxelles » (ORG, 2013).

Une fois ce concept formulé dans ses principes généraux, il fallut en penser plus précisément la formalisation spatiale et l'opérationnalisation dans le projet d'architecture ou d'urbanisme. L'étude des projets FEDER associés à cette notion et les échanges avec leurs porteurs ou auteurs furent ici précieux. Dans le cas des Abattoirs d'An derlecht, l'enjeu du développement du site était de parvenir à intégrer de nouvelles fonctions (culturelles, éducatives, économiques et de logement), de maintenir sur place l'activité d'abattage en la rationalisant (nouvel « abattoir compact »), et de dégager ce faisant une « grande plaine urbaine » de 60.000m² pour les marchés et autres événements en extérieur. Le plan directeur réalisé pour le propriétaire par le bureau d'études ORG²¹ traite et ré-interprète l'enclavement du site sans l'éliminer : il prévoit de créer des « percées physiques et visuelles » vers le site tout en « entour[ant] la plaine » d'un ensemble de bâtiments d'une typologie architecturale singulière (*urban warehouses*). Cette stratégie spatiale, par laquelle on cherche à augmenter

l'accessibilité et l'ouverture d'un site tout en marquant son entour, et donc son intériorité et sa contenance, est une dimension importante de l'enclave inclusive.



Axonométrie du projet « ABY » proposé par le bureau *A Practice* pour la réhabilitation-reconversion de l'Abbaye de Forest déposée pour le permis d'urbanisme (2020).

On retrouve un traitement de l'enclave tout aussi subtile dans le projet pour l'Abbaye de Forest proposé par l'agence *A Practice*, dont la représentante, Cécile Chanvillard, également professeure à l'UCLouvain, a d'ailleurs contribué dans ses recherches à une théorie architecturale du « seuil », comme espace liminal où se révèle la complexité des rapports entre intérieur et extérieur, ouverture et fermeture (Chanvillard, 2011). Dans sa proposition de réhabilitation-reconversion de l'abbaye en pôle culturel, l'auteur de projet maintient la structure du complexe abbatial néo-classique et le complète de nouveaux volumes contemporains. L'ensemble patrimonial en hémicycle²² s'ouvre vers un espace vert qualitatif (autour duquel s'organisent les espaces culturels-artistiques abrités dans les ailes courbes du bâtiment et leurs alcôves) et « tourne le dos » au quartier Saint-Denis, un quartier urbain dense, minéral et marqué par la pauvreté. Si

le site se trouve spatialement et visuellement déconnecté de l'environnement urbain qui l'accueille, il lui est néanmoins immédiatement contigu et directement accessible par son portail ; s'il se détourne du quartier, ce n'est que pour mieux le recevoir en son sein, et offrir à ses riverains un ailleurs tout proche. C'est en effet au prix de cette clôture physique qu'il est possible au site de développer sa cohérence architecturale, un fonctionnement autonome et une atmosphère propre. L'un des enjeux des nouveaux volumes créés « côté quartier », parmi lesquels une bibliothèque et une salle de musique, est alors justement de jouer ce rôle d'accroche et d'invitation vis-à-vis de l'environnement direct du site, et dans le sens de son ouverture.

Au-delà de considérations architecturales et de principes de composition spatiale, il est entendu que ces lieux ne peuvent exister comme « enclaves inclusives » que si se démontre, dans la pratique effective du lieu, une réelle diversité d'usages et d'usagers. Sur ce plan, les auteurs des projets évoqués ont montré un réel intérêt à enrichir sociologiquement leurs procédures, leurs formes et leurs discours. La société propriétaire des Abattoirs d'Anderlecht s'est montrée soucieuse d'honorer son rôle de lieu d'accueil et d'espace de vie pour la population modeste de Cureghem, ce quartier d'arrivée et de transition, à proximité de la Gare du Midi, où le « marché des abattoirs » fait figure d'institution. Le représentant du propriétaire du site, l'architecte Jo Huygh, s'est ainsi montré enthousiaste devant les propositions formulées par un groupe de travail du Metrolab, de penser la place sur le site, non seulement des fonctions *belly* (alimentaire) et *brain* (culturelle-éducative), mais aussi des fonctions *heart* liées à l'hospitalité, à l'information et à l'aide sociales vis-à-vis de son public le plus vulnérable, des fonctions qui, elles aussi, pourraient former un pôle spécifique dans le site réaménagé. Depuis, des membres du Metrolab travaillent avec les porteurs du projet à renforcer leur lien au quartier et à ses associations, à travers notamment une plateforme de concertation et de gouvernance élargie appelée Forum Abattoirs.

Du côté de l'Abbaye de Forest, les travaux de cartographie participative menés par la cellule de chercheurs Metrolab coordonnée par Louise Carlier ont constitué un outil de médiation entre les porteurs et auteurs de projets, d'un côté, et certains acteurs culturels, de l'autre, comme la Maison des Jeunes de Forest, qui est depuis devenue partenaire du projet. Le dialogue initié autour de la notion d'enclave inclusive avec l'architecte Cécile Chanvillard a pu être poursuivi, puisqu'il nous a été demandé par la Société d'Aménagement Urbain (SAU) de Bruxelles de réfléchir ensemble à l'opérationnalisation de ce concept, et à alimenter la définition du cahier des charges architectural pour les futurs espaces du vaste site des anciennes Casernes d'Ixelles, également réhabilité et reconverti dans le cadre de la politique FEDER (projet « *Usquare* »²³).

Si l'enclave inclusive a pu intéresser des institutions régionales, des porteurs et des auteurs de projets urbains désireux de faire de leurs vastes sites des lieux de diversité, elle a été également réinterprétée par des activistes, des associations et ONG engagés sur le terrain de la solidarité et de l'accueil des migrants. Début 2019, dans l'espace artistique dit Decoratelier installé temporairement à Molenbeek, le scénographe Jozef Wouters a réalisé avec un groupe de primo-arrivants l'aménagement dans un hangar d'un « jardin secret », mis en scène et présenté dans le cadre du *KunstenFestivaldesArts*. Citant la notion d'« enclave inclusive », le producteur de ce projet présentait l'aspect clos et dissimulé du lieu comme condition de son hospitalité à un public de « nouveaux venus » et à l'expression de leurs capacités esthétiques (Gypens, 2019). Cette même année, dans le cadre de l'initiative *Action Research Collective for Hospitality* (ARCH, 2019), des chercheurs du Metrolab ont accompagné la Plateforme Citoyenne BXLRefugees dans le déménagement de son « hub humanitaire », qui après avoir dû quitter des installations situées Gare du Nord, s'est installé Avenue du Port. Son réaménagement, inspiré par les principes de l'enclave inclusive tels qu'interprétés par l'architecte d'ARCH Marie Lemaître (2019), a bénéficié de recherches spécifiques et d'ateliers de co-conception (Lemaître & Ranzato, 2019).

Au-delà du cadre bruxellois, cette recherche nous a amenés à entrer en interaction avec des exemples internationaux de mise en application implicites de l'enclave inclusive, tels que le réaménagement du site de Saint-Vincent de Paul au cœur de Paris²⁴, ou encore celui de la requalification-réaffectation de la prison Carcel Modelo à Barcelone²⁵, en un équipement social et culturel qui s'ouvre à la ville. Ce dernier site fait aujourd'hui l'objet d'un concours d'urbanisme, dans le cadre duquel Benoît Moritz a suggéré un travail sur le maintien des limites comme possibilité de projet. Enfin, nous avons eu l'occasion de présenter ces réflexions et expérimentations dans des laboratoires spécialisés sur les « infrastructures sociales » et leurs enjeux démocratiques dans les grandes villes, comme à New York University, l'Urban Democracy Lab mené par Gianpaolo Baiocchi et l'Institute for Public Knowledge dirigé par Eric Klinenberg – dont les travaux, notamment le récent *Palaces for The People* (2018), ont d'ailleurs popularisé la notion d'« infrastructure sociale ».

RECHERCHE ET ACTION

Ainsi, le rapport à l'engagement pratique et à l'action constitue une épreuve éco-sémiotique supplémentaire et tout à fait déterminante pour nos travaux, qui s'inscrivent dans le cadre de la recherche appliquée et de la recherche-action. Les difficultés relatives à la communication et la coopération entre disciplines à l'intérieur du laboratoire, si elles ne peuvent être sous-estimées, demeurent finalement de la « cuisine interne » pour les acteurs urbains avec lesquels nous entendons travailler. Le fait d'être parvenus à mettre au point les conditions de la transdisciplinarité au sein de la niche Metrolab, dans le cadre de nos séminaires, n'avait pas grande valeur si nous n'étions pas ensuite capables d'orienter et d'assister les pratiques d'acteurs. La question a d'ailleurs pu se poser au début du projet : les défis éco-sémiotiques rencontrés *en interne* entre disciplines ne nous détournent-ils pas des défis éco-sémiotiques plus cruciaux qu'ouvre la mission de « recherche-action », la situation de communication et de collaboration qui unit le chercheur et le praticien ? Si ouvrir et renforcer une

nouvelle sphère de connaissance transdisciplinaire augmente la complexité interne, les chercheurs engagés dans ces efforts ne sont-ils pas tentés de limiter les transactions avec l'extérieur ; d'éviter le nouveau gain en complexité que promet une ouverture à la réalité de l'acteur ?

Ces préoccupations, très présentes lors des deux premières années de l'aventure Metrolab, se sont atténuées avec les expérimentations pratiques, comme celles détaillées à l'instant, autour de sites comme les Abattoirs d'Anderlecht ou l'Abbaye de Forest, ou encore les activités d'ARCH auprès des acteurs de l'hospitalité dans le Quartier Nord, mais aussi plus récemment le travail prospectif (Agropolis) mené avec l'administration régionale de l'environnement autour d'une stratégie d'agriculture urbaine durable pour Bruxelles. Plus généralement, les collaborations pratiques se sont multipliées, avec nombre de porteurs de projet FEDER et d'autres acteurs publics ou citoyens, et ont conduit, nous le pensons, à une progressive reconnaissance par ces différents acteurs du rôle du Metrolab. La *masterclass* consacrée aux « écosystèmes bruxellois » en janvier 2018 (Declève *et al.*, 2020) a marqué une évolution intéressante, par rapport à celle de 2017, sur le plan de la communication plus fluide et des rapports plus étroits entre chercheurs et acteurs bruxellois, autour des travaux présentés par des doctorants internationaux. La dernière *masterclass*, tenue début 2020 autour des questions d'économie de la ville et de production urbaine, a confirmé cette évolution.

RENOUER AVEC LES CHAMPS D'EXPÉRIENCE DES ACTEURS, EN AMONT ET EN AVAL DE L'ENQUÊTE

Pour les chercheurs du Metrolab, l'épreuve de la communication et de la collaboration transdisciplinaires au sein de l'équipe scientifique représentait donc un préalable important à cette autre épreuve éco-sémiotique, plus déterminante, que représentent la communication et la collaboration avec les acteurs urbains bruxellois. Personne dans le groupe n'a perdu de vue, dans les séminaires et conférences aux contenus parfois très théoriques que nous organisons, que ces

activités réflexives se justifiaient par leur nécessaire prolongement dans des engagements pratiques auprès des acteurs. La communication transdisciplinaire opérant au sein du laboratoire aurait été vaine si elle n'avait reçu « son but, sa spécificité et son mandat » (Dewey, 1920/2014) de la réalité urbaine avec laquelle les acteurs bruxellois sont aux prises. Le but de ces échanges entre disciplines et au-delà des frontières disciplinaires reste bien, au final, « de clarifier une situation confuse pour que des façons raisonnables de la traiter puissent être suggérées » (*ibid.*). Ce n'est que parce que le réel se fiche des frontières entre champs d'études, des jalousies disciplinaires et des susceptibilités personnelles que des sphères d'expérimentation collective comme le Metrolab et bien d'autres se créent. Le réel est transdisciplinaire !

Ils s'impose aux pratiques d'observation, d'enquête et d'expérimentation qui tentent de l'appréhender, l'évaluer, l'expliquer et le transformer. Dans ce laboratoire qu'est la ville, les chercheurs, tout en faisant preuve d'imagination, doivent à la fois, *en amont*, ancrer leur démarche dans les champs d'expérience des acteurs urbains, des plus experts aux plus profanes, et faire valoir une intelligence collective qui est déjà à l'œuvre parmi les citoyens-citoyens, et *en aval*, transmettre leurs résultats, les rendre accessibles, les traduire pour les rendre opérationnels, en pister les conséquences techniques, civiques et politiques – bouclant ainsi la boucle d'une espèce de « pragmatisme ethnographique » (Cefaï, 2010). La recherche-action engage des modalités d'« enquête coopérative et impliquée » : elle naît de l'expérience publique et y retourne, tout en s'efforçant, par sa médiation, d'y introduire des différentiels d'expérience, de savoir et d'action. Réception, reprise, traduction, transmission : toutes ces opérations sont tributaires d'une éco-sémiotique.

KNOWING THAT, KNOWING HOW

Après avoir posé l'enjeu de collaborations plus étroites entre chercheurs universitaires et acteurs urbains dans les politiques de la ville, il faut s'interroger sur les formes souhaitables de ces collaborations.

Même si les choses évoluent ces dernières années, à travers la multiplication des *living labs* et des expériences de recherche appliquée, l'interaction entre chercheurs et acteurs reste conçue la plupart du temps dans les termes d'une complémentarité caricaturale, voulant que les chercheurs apportent leurs connaissances et les acteurs, leurs compétences pratiques. Une division du travail aussi stéréotypée est à l'origine de nombre de collaborations peu fécondes, car basées sur un dialogue de sourds entre des sujets de connaissance, d'un côté, et sujets d'action de l'autre, des êtres engagés dans des rapports au monde très différents et probablement plus incompatibles que réellement complémentaires. Le plus souvent, l'acteur *ne sait que faire* de connaissances développées à travers l'observation contemplative des phénomènes urbains (un rapport aux phénomènes dégagés des contraintes de l'action). L'universitaire, lui, *ne sait que penser* des compétences pratiques des acteurs, qui se manifestent le mieux en situation et en contexte, à travers la reproduction d'actes quotidiens, la formation d'habitudes et d'un savoir-faire qui se « disent » difficilement.

L'un des enjeux déclarés du Metrolab était de repenser les termes de l'interaction collaborative entre chercheurs et acteurs urbains, à partir d'une conception plus réaliste et plus symétrique du rapport qu'ont les uns et les autres à la connaissance et à la pratique, au « savoir que » (*knowing that*) et au « savoir comment » (*knowing how*), pour reprendre la distinction de Gilbert Ryle (1945). La logique voulant que le chercheur s'engage sur le seul mode de la connaissance (*knowledge-that*) dans le cadre d'une relation complémentaire où l'acteur se limiterait, lui, à mobiliser un savoir-faire (*knowledge-how*), est erronée. Elle est à la fois excessive, immodeste (la supériorité de la connaissance du chercheur par rapport à celle de l'acteur est pré-supposée) et en même temps, trop timide et faussement modeste (le chercheur renonce à faire valoir un savoir-faire pratique). Pour le dire encore autrement, les universitaires engagés dans des processus de « recherche collaborative » ont une fâcheuse tendance à surestimer la profondeur ou la pertinence de leur connaissance, et à sous-estimer l'utilité et l'intérêt de leur savoir-faire.

Si le chercheur universitaire tend à surestimer sa propre connaissance (*knowledge-that*), c'est d'abord parce qu'il perçoit mal l'étendue, la diversité et la complexité de la connaissance développée par les acteurs. Par exemple, tel acteur d'une politique urbaine aura, suite à des années de pratique, développé une connaissance fine, non seulement du domaine thématique de son action (par exemple, les espaces verts), mais aussi des plans en vigueur, des dispositions juridiques, des réalités budgétaires, des jeux politiques et électoraux, des rapports institutionnels entre les différents niveaux de gouvernement en présence, des rapports interpersonnels entre les protagonistes de cette politique. Il aura mémorisé des milliers de noms de personnes, d'organes, d'agences, de rues, de lieux, de bâtiments, de projets, etc., donnant un caractère très concret et spécifique à sa connaissance de ces entités qui font la ville et interviennent dans un projet ou une politique. Il est en fait rare qu'un chercheur universitaire œuvrant dans les *urban studies*, même s'il s'est spécialisé sur une ville ou un territoire, puisse activer des réserves d'expérience (Schütz, 1953/1962) aussi riches, diversifiées et contextualisées – « indexicalisées », dirait-on avec Garfinkel (1967), pour souligner justement que le type de signe qui caractérise cette connaissance et cette intelligence est l'*indice*, le signe concret et contextuel.

Si le chercheur universitaire surestime sa propre connaissance (*knowledge-that*) par rapport à celle constituée dans les mondes de l'action, c'est ensuite parce qu'il perçoit souvent mal les simplifications et réductions auxquelles procède la recherche universitaire pour produire de la connaissance. L'« illusion scolastique » (Bourdieu, 1997), conséquence d'une réclusion de l'académique dans la vie de campus et de son évitement des préoccupations liées à l'action, ne fait en général qu'empirer à mesure que l'universitaire s'installe à la fois dans ce champ professionnel et dans ce mode cognitif, et gagne en exposition et en prestige. Il est difficile aux universitaires, qui tendent à se considérer dépositaires de la complexité du monde, de reconnaître que leur mode de connaissance, théorique et conceptuel, réduit considérablement cette complexité à travers, notamment, des

opérations de généralisation par décontextualisation/désindexicalisation ; une mise entre parenthèses de contraintes praxéologiques et de conséquences pratiques liées à la production de leur discours ; la mise en forme sélective du réel que représente la problématique de leur recherche, adoptant une certaine focale (micro *ou* macro), se concentrant sur tel aspect de la réalité urbaine, ou sur tel enjeu (sociaux, *ou* écologiques, *ou* économique, etc.) à l'exclusion des autres.

Certaines de ces réductions sont inévitables, inhérentes à la profession de chercheur. Mais la reconnaissance de ces réductions devrait en principe encourager chez le chercheur une attitude de modestie et d'humilité ; elle devrait en même temps le sensibiliser à la complexité toute particulière du savoir développé par nombre d'acteurs, ces sujets-connaissant-sous-contrainte-d'action. Une fois ce type de savoir mieux reconnu, mieux compris dans son importance et dans sa profondeur, le défi est d'aménager des espaces de co-constitution de connaissances sur la ville dans lesquels la connaissance des experts universitaires et la connaissance des acteurs urbains sont placées dans un rapport de symétrie, plutôt que des espaces dans lesquels l'une de ces connaissances domine, écrase, méprise l'autre²⁶.

Outre ces considérations sur la nécessité d'un partage et d'une symétrisation des connaissances (*knowledge-that*) entre observateurs universitaires et acteurs urbains, il faut s'intéresser aux interactions et aux échanges concernant les savoir-faire (*know-how*) des uns et des autres. Le problème est ici inversé. Sous l'angle de la promotion et du partage de leur savoir-faire, les chercheurs se montrent souvent trop timorés. Intimidés par les compétences pratiques des acteurs, habitués à l'idée que leurs connaissances ne sont pas directement utiles à l'action, voire que leurs connaissances ne « servent à rien » en dehors de la sphère académique, les universitaires abandonnent souvent trop rapidement l'idée qu'ils sont porteurs d'un savoir-faire et que ce savoir-faire peut légitimement être considéré comme valable et utile par des acteurs urbains. S'ils sont bien des observateurs de la vie urbaine, les chercheurs universitaires doivent se comprendre

aussi comme des opérateurs ; leurs observations étant prises dans un processus d'enquête, elles s'appuient sur des méthodes et un *modus operandi*. Ces compétences de l'enquêteur, tirées de son intérêt et de son goût pour les problèmes (identifier, imaginer, poser, formuler, résoudre des problèmes), sont importantes et nécessaires dans le monde de l'action.

Tout comme on comprend bien aujourd'hui que les acteurs urbains, parmi lesquels les citoyens, doivent s'inviter dans les cercles de la recherche scientifique (c'est ce que vise en priorité l'idée de « recherche collaborative »), on n'insiste pas assez sur l'importance du mouvement inverse : davantage de chercheurs professionnels doivent chercher à s'inviter dans le domaine de l'action publique urbaine et à faire valoir politiquement leur propre *know-how*, ce savoir pratique particulier que produit une aptitude à enquêter, à problématiser et à dénouer les problèmes (Dewey, 1938/1993).

ADMINISTRATION, ACTIVISME, ENQUÊTE : DIFFÉRENDS SUR LE RÉEL

Enfin, si les épreuves éco-sémiotiques se sont jouées sur le plan des interactions-transactions entre facultés et entre disciplines, et sur le plan de la coordination des connaissances et des savoir-faire urbains entre observateurs et acteurs de la politique FEDER, elles ont aussi caractérisé les interactions entre l'observatoire et ceux qui l'observent, des interlocuteurs maintenant une position d'extériorité critique vis-à-vis du projet. Alors que la communication a été aisée avec une série d'acteurs urbains et de spécialistes de la ville sensible à la démarche (tout particulièrement, évidemment, avec différentes initiatives homologues au Metrolab actives dans d'autres métropoles européennes et nord-américaines), des *challenges* d'ordre éco-sémiotique ont marqué les communications associant le Metrolab à deux types d'interlocuteurs : l'autorité régionale de gestion en charge de la politique FEDER et du suivi de ses projets, d'un côté ; des activistes urbains engagés sur des questions sociales au niveau local, de

l'autre²⁷. Il n'est pas possible ici de rentrer dans les détails des défis que représentaient ces interactions et nous nous limiterons à mettre en lumière l'un de leurs points communs : elles ont donné lieu, dans un cas comme dans l'autre, à un différend sur la réalité urbaine et à des critiques (réciproques) d'irréalisme.

La communauté du Metrolab et ses interlocuteurs extérieurs observent la ville et ses enjeux à partir de « provinces limitées de signification » (Schütz, 1945/1962) différentes car logées dans des niches écologiques différentes et correspondant à des postes d'observation différents²⁸ : la recherche-action expérimentale menée au sein du laboratoire-observatoire et à travers le territoire des projets FEDER, pour les enquêteurs du Metrolab ; le pilotage et *monitoring* à distance d'une politique publique, pour l'autorité régionale ; l'immersion dans la réalité du Quartier Nord et une confrontation sensible directe à la misère sociale qui le marque, pour les activistes locaux ; l'immersion dans l'activité de lecture et d'écriture sur campus, éventuellement dans une enquête de terrain non participante/collaborative pour les chercheurs académiques²⁹. Comme c'est le cas pour les « provinces de sens » conçues par Schütz, la circulation entre ces microcosmes s'accompagne de petits ou grands « chocs ». Cela se produit quand ces différents types d'interlocuteurs rejoignent les activités du Metrolab au 48 Quai du Commerce, mais également lorsque les représentants du Metrolab visitent l'autorité régionale au Cabinet du Ministre-Président pour un comité d'accompagnement, lorsqu'ils plongent dans la réalité crue du Quartier Nord où les guident les activistes locaux, à la rencontre des migrants et réfugiés occupant la zone dans des conditions tragiques, ou lorsqu'ils retrouvent leurs discussions théoriques dans les salles de séminaire à l'université.

Or, si les représentants de ces collectifs et les occupants de ces mondes peuvent se trouver « choqués », ce n'est pas seulement de découvrir que leurs interlocuteurs cultivent dans leurs installations un « style cognitif » différent, qu'ils font sens de la réalité urbaine

différemment ; c'est souvent, plus profondément, d'avoir la conviction que, ce faisant, l'autre *passse à côté de la réalité urbaine*³⁰.

Ainsi, l'autorité de gestion en charge du suivi du Metrolab, a pu regretter que ce dernier ne produise pas des résultats « plus concrets », au service direct de l'avancée des autres projets, ou que ces résultats ne soient pas interprétables à partir des quelques « indicateurs » permettant de les « quantifier ». Pour l'autorité régionale cadrant l'action des projets FEDER dans les termes et conditions d'un « gouvernement par l'objectif » (Thévenot, 2014) qui tend à maintenir cette action dans le seul « régime du plan », la contribution attendue du Metrolab était celle d'un groupe d'experts travaillant au renforcement de la rationalité instrumentale de quelques-uns des 46 projets financés, afin de faciliter leur mise en œuvre selon le phasage prévu et qu'ils puissent respecter le rythme d'écoulement budgétaire convenu avec l'Europe. Lorsque la recherche-action ne portait pas uniquement sur les moyens mis en œuvre par un projet FEDER, mais aussi parfois, dans un même mouvement, sur les finalités et le sens de ses opérations, la réflexivité et le dialogue critique engendrés tendaient à être interprétés comme des entraves au développement fluide du projet et un signe de l'irréalisme des chercheurs. Ces situations étaient d'ailleurs l'occasion pour l'acteur politico-administratif de faire valoir sa propre conception positiviste de la science, une conception pour laquelle toute dimension critique dans l'action du Metrolab éloignait ce dernier de son rôle d'opérateur scientifique.

Face à ces recadrages par l'autorité de gestion, les chercheurs du Metrolab ont cherché à faire valoir leur propre rapport au réel, à revendiquer le réalisme de leur côté, dans l'exercice d'une prudence réflexive sur la menée des projets suivis et accompagnés. Certaines des candidatures retenues par la Région bruxelloise dans sa programmation FEDER 2014-2020, et ce pour des budgets importants, demandaient en effet, selon nous, d'être complétées par un travail d'intelligence collective et d'enquête publique avant que le projet proposé ne puisse être mis en œuvre. C'était le cas, en particulier, pour des projets

de type PPP (partenariat public-privé) dont l'accessibilité sociale, la contribution publique et les modes de gouvernance soulevaient d'importantes questions et promettaient dès le départ controverses et mouvements d'opposition. Précipiter la mise en œuvre immédiate de projets « de papier », aux motifs du respect des délais et de l'autonomie de l'acteur privé porteur du projet, représentait à nos yeux une forme d'irréalisme, en l'occurrence un déni de ce qui fait la réalité et la « culture du projet urbain bruxellois »³¹ (en particulier de fortes attentes de processualité et de concertation), une stratégie d'évitement qui risquait au final de se montrer (et qui, pour un projet majeur de la programmation, se montra dans les faits) contre-productive en termes d'efficacité et de rapidité d'exécution. Le sens des réalités cultivé au sein du laboratoire-observatoire, parfois concurrent de celui entretenu dans les cellules politico-administratives de la Région, ne parut être réellement considéré par celles-ci qu'une fois le Metrolab reconnu et valorisé (tardivement dans le projet) par la Commission Européenne elle-même, dans son *Handbook of Sustainable Urban Development Strategies*, présentant le Metrolab comme une pratique européenne de référence en termes de *policy science* (Joint Research Centre, 2020 : 26-27).

Ce différend sur le réel – ces objets pris pour allant de soi depuis le poste de pilotage de la politique publique régionale, à l'encontre des multiples processus sémiotiques révélés par la recherche-action – s'exprime également dans le rapport très différent qu'entretiennent l'un et l'autre de ces acteurs vis-à-vis des *indices*, ces signes dont le rôle est précisément de nous renseigner sur l'état du réel et d'avoir prise sur lui. Du côté du Metrolab, les recherches menées sur les sites des projets FEDER, auprès des individus et organisations portant ces projets *montrent*, à ceux qui veulent en prendre connaissance, une politique urbaine en train de se faire, *in situ* et *in vivo*. Les descriptions ethnographiques, les analyses spatiales, les comptes-rendus d'ateliers réalisés sont autant de doigts pointés vers les situations réelles de cette politique. Ces documents fonctionnent comme des « indices » à la fois dans le sens monstratif d'*indexes*, et dans celui

de *clues* que lui donne la sémantique de l'enquête : des informations fragmentaires permettant, une fois rassemblées par des connexions inventives, d'établir puis de suivre des pistes d'interprétation et d'action, qu'il s'agisse, ici, d'améliorer le pilotage de la politique et les prises de décision relatives à la programmation FEDER en cours ou, en vue d'une future programmation, d'améliorer le dispositif d'ensemble. Cela exige, certes, un intérêt pour le réel dans sa particularité et son *eccéité* (cette catégorie phénoménologique que Peirce nomme « secondéité »). Selon la démarche de recherche-action pragmatiste mise en place par le Metrolab, nous ne reconnaissons par exemple la valeur d'« inclusion », affichée symboliquement par la politique FEDER, qu'une fois indexicalisée et accomplie, chaque fois sous une forme spécifique, dans une procédure de gouvernance, un aménagement spatial ou une règle d'utilisation correspondant à tel projet, sur tel site, dans telle partie de Bruxelles, visant telle(s) catégories d'acteurs, en raison de tel enjeu urbain (accès à l'alimentation, à la santé, à la culture, aux espaces verts, etc.) et escomptant tels effets. Pour reprendre à nouveau une distinction de Peirce (1908/1998b), c'est en tant que *token* plutôt que *type* que la qualité d'« inclusion » d'un projet est examinée, évaluée et valorisée.

Or cet intérêt pour le particulier et le qualitatif se partage difficilement dans des « milieux de réception » qui, comme celui de l'administration régionale, considèrent essentiellement les signes conventionnels et les nombres. Ce qui est indiqué par l'enquête ne parvient alors pas à faire indice. Pour assurer le *monitoring* – plutôt qu'à proprement parler, le *suivi* – du projet de laboratoire-observatoire, l'autorité de gestion dispose de ses propres « indicateurs ». Or ces indicateurs ne renseignent l'administration que sur la correspondance ou l'écart mesurable entre ce que l'opérateur avait annoncé réaliser dans son dossier de candidature et ce qu'il a, en fin de compte, effectivement réalisé. Voilà essentiellement ce que ces prises permettent à l'administration régionale de saisir de la réalité de la politique qu'elle pilote : le projet a-t-il ou non réalisé ce qui était convenu ? S'ils sont nécessaires à la gestion de la programmation d'ensemble des 46 projets et

au contrôle de l'exécution de chacun d'entre eux, il est certain que ces « indicateurs » ne permettent pas en eux-mêmes de *suivre* une initiative expérimentale dans ce qu'elle a de réellement significatif et qui, par définition, ne pouvait être fixé *ex ante* dans un dossier de candidature.

Ces difficultés sont donc celles de la communication de connaissances et, plus fondamentalement, de l'interaction significative entre deux types d'« observateurs » d'une politique publique : un premier observateur qui trace en continu les manifestations de cette politique à travers la profusion de signes particuliers qu'elle émet, et l'appréhende sur un mode *kaléidoscopique* (Côté, 2015)³² ; un second observateur qui limite son attention à un certain type de signes conventionnels et synthétiques, des indicateurs, dont il prend connaissance de manière discontinue, *oligoptique* – ici à une fréquence annuelle.

Parce que ces derniers types de signes ont essentiellement pour fonction de déclencher une réaction du côté de l'administration et/ou du ministre de tutelle, les indicateurs dont se dote le pilote régional doivent être compris comme des signaux bien davantage que comme des *indices*. L'aspect sémiotique qui prévaut ici est en effet celui par lequel le signe produit un interprétant émotionnel (l'administration s'inquiète de voir un projet basculer « dans le rouge ») et énergétique (l'administration réagit en augmentant son niveau de vigilance et sa surveillance du mauvais élève), c'est-à-dire le signe pris dans sa fonction d'« appel » ou de « déclenchement » et entendu comme *signal* (Bühler, 1934/2009). Bien plus, en effet, que l'aspect sémiotique d'indice, par lequel le signe renvoie vers son objet et invite à en prendre connaissance. Comme le souligne Paul-Marie Boulanger (2014) dans un rapport justement adressé à la Commission européenne, trop peu de ces « indicateurs » honorent leur racine, en échappant complètement – que ce soit par leur nature ou le traitement qu'on en fait – à un modèle d'enquête basé sur l'*indice*. Les sémoses auxquelles donne lieu l'usage des indicateurs publics semblent avoir peu à voir avec celles que suppose le « paradigme indiciaire » défini par

Ginzburg (1980). Elles paraissent même souvent le strict opposé d'une démarche « intrinsèquement qualitative », « traitant de cas individuels », et engageant « une herméneutique, une pratique de déchiffrage et d'interprétation de signes » basée sur l'« abduction », les inférences imaginatives, créatives (Boulanger, 2014 : 14).

Dans l'*Umwelt* particulier du poste de pilotage de cette politique publique, les indicateurs sont des signaux qui rassurent – cas dans lequel, telles « les apparences normales » de Goffman (1971), ils sont à peine remarqués – ou qui inquiètent et font réagir, mais ne semblent pas mener à un effort herméneutique. Il est d'ailleurs troublant de réaliser que ces mêmes signes déclencheurs, par lesquels l'autorité politico-administrative en vient à se préoccuper activement de l'un des projets auxquels elle accorde ses subsides, correspondent à des « fabrications », « des versions d'une organisation qui n'existent pas, qui sont produites uniquement dans le but précis de rendre des comptes » (Ball, 2003 : 224-225)³³.

Un désaccord important autour du « réel et [de] ses doubles » (Rosset, 1976), c'est-à-dire autour de la revendication de prises privilégiées sur le réel urbain et du rejet des « doubles » que nous en présente notre interlocuteur, s'est joué sur un autre mode dans les rapports que les chercheurs du Metrolab ont entretenus avec des activistes urbains critiques, autour de la situation du Quartier Nord de Bruxelles. Ce n'était plus, dans ce cas, l'administration régionale qui était considérée comme trop distante ou trop peu ancrée dans le terrain, ou à laquelle on reprochait de développer des prises trop lâches sur le réel en s'appuyant sur des « fabrications », mais le laboratoire de recherche-action lui-même !

L'initiative de l'*Action Research Collective for Hospitality* (ARCH), déjà mentionnée, amena en effet les chercheurs du Metrolab à s'associer, pour cette enquête collective sur la situation des migrants du Quartier Nord, à des hébergeurs de migrants, des artistes locaux et des membres d'associations et groupes citoyens critiques actifs,

notamment dans le mouvement squat. La collaboration, dont la plupart de ces acteurs se félicitèrent finalement, fut toutefois jalonnée de prévisibles épreuves éco-sémiotiques. Si ces acteurs de terrain étaient intéressés par l'expertise urbaine des chercheurs, sensibles à leur intention de viser des formes d'application de leur recherche dans ce contexte de l'aide aux migrants, ils pouvaient toutefois reprocher aux chercheurs du Metrolab de ne pas partager la profondeur de leur ancrage dans le Quartier Nord et ses milieux, l'intensité de leur engagement, le niveau de leur inter-connaissance et de leur solidarité avec les migrants, le caractère direct de leur confrontation aux situations tragiques vécues dans le quartier, voire de ne pas partager (avec les squatteurs par exemple) une situation personnelle de précarité socio-économique ou de vulnérabilité matérielle. Le « réalisme » du rapport au quartier revendiqué par une partie des membres non-universitaires d'ARCH ne passait pas par le fait d'observer les situations caractérisant ce quartier, mais de les *vivre* en personne, en chair et en os. Si l'enjeu de l'engagement d'ARCH était de servir les acteurs de l'hospitalité et la population des migrants occupant la zone, c'est par une prise *affective* plutôt que par un rapport d'emblée *cognitif* qu'il fallait s'y prendre. Selon eux, notre collectif devait pouvoir « prendre place » avant de pouvoir espérer toucher à la réalité du quartier et prétendre en apprendre aux acteurs à son sujet. D'où l'importance, pour certains d'entre eux, de l'immersion d'ARCH dans les espaces urbains concernés, de la possibilité d'avoir nos rencontres en plein air, de nous retrouver *sur place*, par exemple au milieu du parc Maximilien lorsqu'il s'agissait d'évoquer les situations liées au parc, comme si objet de la discussion et scène de la discussion devaient coïncider.

Mais la recherche d'un rapport direct aux situations urbaines ne passait uniquement par le fait de « faire acte de présence » et de se laisser affecter par ces situations. Après tout, les chercheurs du Metrolab engagés dans ARCH, formés au pragmatisme, valorisent eux aussi l'enquête *in situ*, la nécessité pour l'ethnographe d'être présent sur les lieux et de se montrer disponible vis-à-vis de la réalité étudiée. L'enquête, en tant qu'expérience trouvant son impulsion dans

un trouble, a pour eux aussi, nécessairement, une dimension affective et esthétique. C'est sur un autre plan que se jouait alors le différend : au-delà de cette sensibilité commune aux membres d'ARCH, certains membres du collectif semblaient chercher plus radicalement un rapport *im-médiat* aux espaces urbains et à leurs problèmes, c'est-à-dire un rapport de part en part éprouvé par le corps et les sens nus, et débarrassé des *médiations*. Non seulement des médiations technologiques ou télescopiques (qui en nous permettant d'examiner le quartier à distance nous dispensent de le fréquenter en personne), mais aussi des médiations langagières, celles du discours savant en particulier. Ainsi l'un des membres d'ARCH chercha à prolonger le travail collectif qui avait mené à notre livre (ARCH, 2019) par un projet dans lequel il entendait accorder une place centrale au langage du corps, à la danse en particulier, pour renouveler les régimes de signes à partir desquels reprendre l'interaction significative avec les occupants et habitants du quartier, en vue de formes de mobilisation et de participation d'un genre essentiellement expressif.

Les chercheurs Metrolab membres d'ARCH ont trouvé quelques difficultés à s'engager pleinement dans cette démarche³⁴. Si nous étions critiques vis-à-vis d'une observation administrative de la réalité urbaine médiatisée de part en part par les instruments de *monitoring*, nous nous voulions également prudents vis-à-vis d'une « métaphysique de la présence » (Derrida, 1967) et des « illusions de la réalité immédiate » (*delusions of unmediated reality* – Kaufmann, 2018). L'une de ces illusions, pour les partisans d'un rapport direct et essentiellement corporel au quartier, consiste à ne pas reconnaître comme autant de médiations ces « cadres » alternatifs (chorégraphie, sport, jeu, théâtre, film, etc.) impliqués par leur évitement du discours argumenté et les transformations (« modalisations » ou « fabrications » – Goffman, 1974/1991) appliquées à cette réalité brute qui leur importe tant.

Résumons, pour conclure, ces difficultés en termes peirciens, au risque de simplifier : en tant qu'enquêteurs évoluant dans un rapport

au monde organisé par le paradigme indiciaire et accordant un primat à la *secondéité*, nous ne pouvons suivre jusqu'au bout des interlocuteurs qui entendent contenir leur expérience dans un rapport immédiat, en *priméité*, aux situations urbaines, pas plus que ceux qui ne se rapportent à elles qu'en *tiércéité*, uniquement par l'entremise des signes conventionnels et des catégories générales. Si ces autres modes d'appréhension du réel et les régimes de signes dans lesquels ils puisent doivent être pris en compte, c'est ré-articulés (dans des espaces de collaboration capables d'accueillir une partie du « sens de l'autre » et de ses expressions, des espaces capables d'envisager les débordements sémiotiques évoqués plus haut) et non isolés, au sein de niches sémiotiques exclusives et inhospitalières. On retrouve ici finalement, refiguré, le trio présenté par Peirce dans sa vignette (1903/1998 : 146-147), et l'enjeu de leur collaboration. Le « bulldog », dont l'engagement consiste à « s'agripper aux faits », n'opère pas seul. Le « discernement résolu » qui est sa contribution propre gagne à être pensé comme une *médiation* entre l'engagement de « l'artiste » et celui du « mathématicien » ; la secondéité caractérisant un rapport au monde en quête d'indices, comme un nécessaire trait d'union entre priméité et tiércéité, entre les intelligences développées dans des milieux sémiotiques dominés par les icônes ou les symboles. Ainsi, si les épreuves éco-sémiotiques présentées dans ce texte, et les critiques d'irréalisme qui ont été formulées par leurs interlocuteurs ont été riches en apprentissages et en ajustements pour les chercheurs du Metrolab, nous sortons de cette expérience, convaincus de notre devoir d'affirmer, plus que jamais, *la réalité de l'enquête*. Ce n'est, en effet, qu'une fois reconnue comme telle, plutôt que comme un fantasme d'universitaires, qu'elle pourra assurer son rôle non seulement scientifique mais démocratique, qui consiste à la fois à faciliter l'émergence des publics concernés et à faire médiation entre une réalité immanente à l'expérience habitante des espaces urbains et la réalité institutionnelle d'une politique publique comme le FEDER.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDERSON Elijah (2011), *The Cosmopolitan Canopy : Race and Civility In Everyday Life*, New York, W. W. Norton & Co.
- ARCH — Action Research Collective For Hospitality (2019), *Whose Future Is Here ? Searching for Hospitality in Brussels Northern Quarter*, Bruxelles, Metrolab Series.
- BALL Stephen (2003), « The Teacher's Soul and The Terrors of Performativity », *Journal of Education Policy*, 18 (2), p. 215-228.
- BATESON Gregory (1972), *Steps Towards an Ecology of Mind*, New York, Ballantine.
- BERGER Mathieu (2008), « Répondre en citoyen ordinaire. Pour une étude ethnopragmatique des engagements profanes », *Tracés*, 15, p. 191-208. En ligne : (<https://journals.openedition.org/traces/773>).
- BERGER Mathieu (2009), *Répondre en citoyen ordinaire. Enquête sur les engagements profanes dans un dispositif d'urbanisme participatif bruxellois*, Thèse de doctorat en sciences sociales et politique, Université Libre de Bruxelles.
- BERGER Mathieu (2014), « La participation sans le discours. Enquête sur un tournant sémiotique dans les pratiques de démocratie participative », *Espaces-Temps*. En ligne : (<https://www.espacestemp.net/articles/la-participation-sans-le-discours/>).
- BERGER Mathieu (2017), « Vers une théorie du pâtir communicationnel. Sensibiliser Habermas », *Carnets de recherche sociologique*, 62, p. 69-108.
- BERGER Mathieu (2018a), « S'inviter dans l'espace public. La participation comme épreuve de venue et de réception », *SociologieS* (Dossier « HospitalitéS. L'urgence politique et l'appauvrissement des concepts »). En ligne : (<https://journals.openedition.org/sociologies/6865>).
- BERGER Mathieu (2018b), « Questioning some Forms and Qualities of Urban Togetherness », in M. Berger, B. Moritz, L. Carlier & M. Ranzato (eds), *Designing Urban Inclusion*, Brussels, Metrolab Series, p. 176-181.
- BERGER Mathieu (2019), *Le Temps d'une politique. Chronique des Contrats de quartier bruxellois*, Bruxelles, CIVA (Centre International de la Ville et de l'Architecture).
- BERGER Mathieu (2020), « Locked Together Screaming. Une assemblée municipale américaine enfermée dans l'offense », in L. Kaufmann & L. Quéré (dir.), *Les Émotions collectives. En quête d'un « objet » impossible*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 29), p. 381-417. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/29502>).
- BERGER Mathieu (2021-à paraître), « Topologie des espaces de vie. Apports gestaltistes à l'écologie urbaine (K. Lewin, M. Muchow) », in D. Cefai, M. Berger, L. Carlier & O. Gaudin (dir.), *Écologie humaine. Une science sociale des milieux de vie*, Paris, Créaphis.

- BERGER Mathieu, GONZALEZ Philippe & Alain LÉTOURNEAU (2017), « Peirce et les sciences sociales : une sociologie pragmaticiste ? », *Cahiers de recherche sociologique*, 62, p. 7-19.
- BERGER Mathieu & Benoit MORITZ (2018), « Inclusive Urbanism As GateKeeping », in M. Berger, B. Moritz, L. Carlier & M. Ranzato (dir.), *Designing Urban Inclusion*, Brussels, Metrolab Series, p. 145-157.
- BERGER Mathieu & Benoit MORITZ (2020), « Enclaves inclusives : concevoir l'hospitalité urbaine en archipel », in A. Mezoued, S. Vermeulen & J.-Ph. De Visscher (dir.), *Au-delà du Pentagone. Le centre-ville métropolitain de Bruxelles*, Bruxelles, Éditions de l'ULB / VUB Press, p. 120-128.
- BERGER Mathieu, MORITZ Benoit, CARLIER Louise & Marco RANZATO (dir.) (2018), *Designing Urban Inclusion*, Brussels, Metrolab Series.
- BIDET Alexandra, BOUTET Manuel, CHAVE Frédérique, GAYET-VIAUD Carole & Erwan LE MENER (2015), « Publicité, sollicitation, intervention. Pistes pour une étude pragmatiste de l'expérience citoyenne », *SociologieS* (Dossier « Pragmatisme et sciences sociales »). En ligne : (<https://journals.openedition.org/sociologies/4941>).
- BOULANGER Paul-Marie (2014), « Elements for a Comprehensive Assessment of Public Indicators », Bruxelles, Joint Research Centre (Commission européenne).
- BOURDIEU Pierre (1997), *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil.
- BREVIGLIERI Marc (2013), « Une brèche critique dans la "ville garantie" ? Espaces intercalaires et architectures d'usage », in E. Cogato-Lanza, L. Pattaroni, M. Piraud & B. Tirone (dir.), *De la différence urbaine : le quartier des Grottes (Genève)*, Genève, Métis Press, p. 213-236.
- BREVIGLIERI Marc (2019), « Lisbonne, 21^e siècle », *EspacesTemps*. En ligne : (<https://www.espacestemp.net/articles/lisbonne-21e-siecle/>).
- BÜHLER Karl (1934/2009), *Théorie du langage*, Marseille, Agone.
- CARLIER Louise, DEBERSAQUES Simon, DECLÈVE Marine, RANZATO Marco & Sarah VAN HOLLEBEKE (2020), *Cartographier l'environnement social des projets urbains*, Bruxelles, Metrolab Series.
- CEFAÏ Daniel (1998), *Phénoménologie et sciences sociales. Alfred Schütz : Naissance d'une anthropologie philosophique*, Genève, Droz.
- CEFAÏ Daniel (2010), « Un pragmatisme ethnographique. L'enquête coopérative et impliquée », in D. Cefaï, P. Costey, E. Gardella, C. Gayet-Viaud, P. Gonzalez, E. Le Méner & C. Terzi (dir.), *L'Engagement ethnographique*, Paris, Éditions de l'EHESS, p. 447-472.
- CEFAÏ Daniel (2015), « Mondes sociaux. Enquête sur un héritage de l'écologie humaine à Chicago », *SociologieS* (Dossier « Pragmatisme et sciences sociales »). En ligne : (<https://journals.openedition.org/sociologies/4921>).
- CEFAÏ Daniel (2016), « Publics, problèmes publics, arènes publiques... Que nous apprend le pragmatisme ? », *Questions de communication*, 30 (Dossier « Arènes du débat public »), p. 25-64.

- CEFAÏ Daniel & Isaac JOSEPH (dir.) (2002), *L'Héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.
- CEFAÏ Daniel & Dominique PASQUIER (dir.) (2003), *Les Sens du public*, Paris, Presses universitaires de France.
- CEFAÏ Daniel, COSTEY Paul, GARDELLA Édouard, GAYET-VIAUD Carole, GONZALEZ Philippe, LE MÉNER Erwan & Cédric TERZI (dir.) (2010), *L'Engagement ethnographique*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- CEFAÏ Daniel, BIDET Alexandra, STAVO-DEBAUGE Joan, FREGA Roberto, HENNION Antoine & Cédric TERZI (dir.) (2015), « Pragmatisme et sciences sociales » (Dossier), *Sociologies*. En ligne : (<https://journals.openedition.org/sociologies/4911>).
- CEFAÏ Daniel, BERGER Mathieu, CARLIER Louise & Olivier GAUDIN (dir.) (2021-à paraître), *Écologie humaine : une science sociale des milieux de vie*, Paris, Creaphis.
- CHANVILLARD Cécile (2011), *Au seuil de l'architecture, le sacré*, Thèse de doctorat en architecture, Louvain-La-Neuve, UCLouvain.
- CICEK Asli, GRAFE Christoph, MANDIAS Sereh & Daniel ROSBOTTOM (eds) (2018), *Microcosms : Searching For The City In Its Interiors*, OASE, #101.
- CÔTÉ Jean-François (2015), « Du pragmatisme de G. H. Mead à la sociologie de Chicago : les prolongements d'une vision kaléidoscopique de la société », *SociologieS* (Dossier « Pragmatisme et sciences sociales »). En ligne : (<https://journals.openedition.org/sociologies/4926>).
- DECLÈVE Bernard, GRULOS Geoffrey, DE L'ESTRANGE Roselyne, BORTOLOTTI Andrea & Corentin SANCHEZ-TRENADO (dir.) (2020), *Designing Brussels Ecosystems*, Brussels, Metrolab Series.
- DECROLY Jean-Michel, GRULOS Geoffrey, CARLIER Louise & Christian DESSOUROUX (dir.) (à paraître en 2021), *Designing Urban Production*, Brussels, Metrolab Series.
- DERRIDA Jacques (1967), *La Voix et le phénomène*, Paris, Presses universitaires de France.
- DEWEY John (1938/1993), *Logique. La théorie de l'enquête*, Paris, Presses universitaires de France.
- DEWEY John (1927/2003), *Le Public et ses problèmes*, Paris, Éditions Gallimard.
- DEWEY John (1939/2011), *La Formation des valeurs*, Paris, La Découverte.
- DEWEY John (1920/2014), *Reconstruction en philosophie*, Paris, Folio.
- DE CAUTER Lieven (2004), *The Capsular Civilization : On the City in The Age of Fear*, Rotterdam, NAI010 Publishers.
- DURANTI Alessandro (1994), *From Grammar to Politics*, Berkeley, University of California Press.
- DURANTI Alessandro & Charles GOODWIN (eds) (1992), *Rethinking Context : Language As An Interactive Phenomenon*, Cambridge, Cambridge University Press.

- ECO Umberto & Thomas SEBEOK (dir.) (1984/2015), *Le Signe des trois. Dupin, Holmes, Peirce*, Liège, Presses de l'université de Liège.
- FERRY Jean-Marc (2007), *Les Grammaires de l'intelligence*, Paris, Éditions du Cerf.
- GARFINKEL Harold (1967), *Studies in Ethnomethodology*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall.
- GENARD Jean-Louis (2017), « Penser la conception architecturale avec Peirce », *Cahiers de recherche sociologique*, 62, p. 109-135.
- GINZBURG Carlo (1980), « Signes, traces, pistes. Racines d'un paradigme indiciaire », *Le Débat*, 6, p. 3-44.
- GOFFMAN Erving (1971), *Relations in Public : Microstudies of the Public Order*, New York, Basic Books.
- GOFFMAN Erving (1974/1991), *Les Cadres de l'expérience*, Paris, Minuit.
- GOODWIN Charles (2011), « Contextures of Action », in J. Streeck et al. (eds), *Embodied Interaction*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GOODWIN Charles (2016), « L'organisation co-opérative et transformative de l'action et du savoir humains » (traduction : Yaël Kreplak), *Tracés*, p. 19-46 (Hors-série #16). En ligne : (<https://journals.openedition.org/traces/6531>).
- GYPENS Guy (2019), « Secret Gardens ». En ligne : (<https://www.kaaitheater.be/fr/articles/secret-gardens>).
- HABERMAS Jürgen (1987), *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard.
- HOFFMEYER Jesper (2008), « The Semiotic Niche », *Journal of Mediterranean Ecology*, 9, p. 5-30. En ligne : (www.jmecology.com/wp-content/uploads/2014/03/5-30-Hoffmeyer.pdf).
- JAMES William (1890/1950), *Principles of Psychology*, vol.2., New York, Dover Publications.
- JOINT RESEARCH CENTRE (2020), *Handbook of Sustainable Urban Development Strategies*, Bruxelles, Commission Européenne.
- JOSEPH Isaac (1998), *La Ville sans qualités*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.
- JOSEPH Isaac (2015), « L'enquête au sens pragmatiste et ses conséquences. Vulnérabilité du public, observation coopérative et communauté d'exploration », *Sociologies* (Dossier « Pragmatisme et sciences sociales »). En ligne : (<https://journals.openedition.org/sociologies/4916>).
- JOSEPH Isaac & Yves GRAFMEYER (1979), *L'École de Chicago : naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Éditions du Champ Urbain.
- KAUFMANN Laurence (2018), « Debunking Deference : The Delusions of Unmediated Reality in the Contemporary Public Sphere », *Javnost - The Public*, 25 (1-2), p. 11-19.
- KLINENBERG Eric (2018), *Palaces for The People : How Social Infrastructure Can Help Fight Inequality, Polarization and The Decline of Civic Life*, New York, Crown.

- LEMAÎTRE Marie (2019), *Accueillir dignement l'étranger. Composition d'un lieu d'hospitalité pour les migrants à Bruxelles*, TFE de Master en architecture, Université Catholique de Louvain.
- LEMAÎTRE Marie & Marco RANZATO (2019), « Moving out / Fitting in. Penser ensemble le déplacement du Hub Humanitaire », in *ARCH, Whose Future is Here ? Searching for Hospitality in Brussels Northern Quarter*, Brussels, Metrolab Series, p. 139-150.
- LEVESQUE Simon & Emmanuelle CACCAMO (2017), « Sémiotique et écologie : une alliance naturelle », *Cygne Noir*, 5 (Dossier « Sémiotique et écologique »).
- LOTMAN Youri (1991), *Universe of The Mind : A Semiotic Theory of Culture*, Bloomington, Indiana University Press.
- MEAD George Herbert (1926), « The Objective Reality of Perspectives », in E. S. Brightman (ed.), *Proceedings of the Sixth International Congress of Philosophy*, New York, Longmans, Green and Co, p. 75-85.
- NÖTH Winfried (1998), « Ecosemiotics », *Sign Systems Studies*, 26, p. 332-343.
- NÖTH Winfried (2001), « Ecosemiotics and the Semiotics of Nature », *Sign Systems Studies*, 29 (« Semiotics of Nature »), p. 71-81.
- PARK Robert E. (1929/2004), « La ville comme laboratoire social », in Y. Grafmeyer & I. Joseph (dir.), *L'École de Chicago : la naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, Flammarion, p. 167-184.
- PARK Robert E. (1936), « Human Ecology », *American Journal of Sociology*, 42 (1), p. 1-15.
- PARRET Herman (1999), *L'Esthétique de la communication. L'au-delà de la pragmatique*, Bruxelles, Ousia.
- PEIRCE Charles S. (1978), *Écrits sur le signe*, Paris, Seuil.
- PEIRCE Charles S. (1903/1998a), « On Phenomenology », *The Essential Peirce*, vol. 2 (1893-1913) : *Selected Philosophical Writings* (édité par le Peirce Edition Project), Bloomington, Indiana University Press.
- PEIRCE Charles S. (1908/1998b), « Excerpts of Letters to Lady Welby », *The Essential Peirce*, vol. 2 (1893-1913) : *Selected Philosophical Writings* (Peirce Edition Project), Bloomington, Indiana University Press, p. 477-491.
- PIMLOTT Mark (2007), *Within and Without : Essays on Territory and The Interior*, Rotterdam, Episode.
- PIMLOTT Mark (2016), *Public Interiors as Idea and Project*, Jap Sam Books, Prinsenbeek.
- QUÉRÉ Louis (2016), « L'écologie sémiotique de Charles Goodwin », *Tracés*, Hors-série 16, p. 47-60. En ligne : (<https://journals.openedition.org/traces/6534>).
- ROCHBERG-HALTON Eugene (1986), *Meaning and Modernity. Social Theory in The Pragmatic Attitude*, Chicago, University of Chicago Press.
- ROSSET Clément (1976), *Le Réel et son double*, Paris, Gallimard.
- RYLE Gilbert (1945), « Knowing How And Knowing That : The Presidential Address », *Proceedings of The Aristotelian Society*, 46, p. 1-16.

- SCHÜTZ Alfred (1945/1962), « On Multiple Realities », *Collected Papers* vol. 1 : *The Problem of Social Reality*, La Haye, Martinus Nijhoff, p. 207-259.
- SCHÜTZ Alfred (1955/1962), « Symbol, Reality and Society », *Collected Papers* vol. 1 : *The Problem of Social Reality*, La Haye, Martinus Nijhoff, p. 287-356.
- SCHÜTZ Alfred (1955/1962), « Common Sense and Scientific Interpretation of Human Action », *Collected Papers* vol. 1 : *The Problem of Social Reality*, La Haye, Martinus Nijhoff, p. 3-47. 207-259.
- SLOTERDIJK Peter (1998-2004), *Spheres*, Vol. 1-3, Los Angeles, Semiotext.
- STAVO-DEBAUGE Joan (2018), « Towards a Hospitable and Inclusive City », in M. Berger, B. Moritz, L. Carlier & M. Ranzato (eds), *Designing Urban Inclusion*, Brussels, Metrolab Series, p. 165-176.
- THÉVENOT Laurent (1990), « L'action qui convient », in P. Pharo & L. Quéré (dir.), *Les Formes de l'action. Sémantique et sociologie*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 1), p. 39-69. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/25337>).
- THÉVENOT Laurent (2014), « Autorités à l'épreuve de la critique. Jusqu'aux oppressions du gouvernement par l'objectif », in Bruno Frère (dir.), *Le Tournant de la théorie critique*, Paris, Desclée De Brouwer, p. 269-292.
- UEXKÜLL (VON) Jakob (1934/2010), *Milieu animal et milieu humain*, Paris, Rivages.
- UNGERS Oswald Mathias & Rem KOOLHAAS (1977/2013), *The City in The City. Berlin : A Green Archipelago*, Zurich, Lars Müller.
- VAN GAMEREN Dick, SCHRIJVER Lara, VAN DEN HEUVEL Dirk, VAN DER PUTT Pierijin, & Elain HARWOOD (eds) (2011), *The Urban Enclave*, Delft, NAI010 (DASH 05).
- VAN HOLLEBEKE Sarah (2020 ; en cours), *Professionnels du discours et spécialistes de l'image dans le projet urbain. Enquête à Bruxelles sur une asymétrie des collaborations entre experts de la ville*, Thèse de doctorat en sciences sociales et en urbanisme, UCLouvain et ENSA Grenoble.
- VARLOTEAUX Pauline (2020 ; en cours), *Anatomie des projets urbains bruxellois, Thèse de doctorat en urbanisme et arts de bâtir*, Bruxelles, Université Libre de Bruxelles.

NOTES

1 Merci à Daniel Cefaï, Louise Carlier et Benoît Moritz pour leurs remarques, suggestions et apports.

2 Le Metrolab est composé de représentants de quatre centres de recherche : CriDIS (sciences sociales) et LOCI (architecture) pour l'UCLouvain, LoUISe (urbanisme/ environnement) et IGEAT (géographie) pour l'Université libre de Bruxelles.

3 Le FEDER (Fonds européen de développement régional) a pour vocation de renforcer la cohésion économique et sociale dans l'Union européenne en corrigeant les déséquilibres entre ses régions. Voir : (https://ec.europa.eu/regional_policy/fr/funding/erdf/).

4 Il s'agit du budget approximatif et du nombre de projets subsidiés qui sont communiqués par la Région bruxelloise pour sa programmation 2014-2020 au moment où ce texte est finalisé.

5 C'est via les travaux des sociologues français gravitant autour de Nanterre et de l'EHESS, en particulier Isaac Joseph et Daniel Cefaï, que cet héritage du pragmatisme américain a imprégné la sociologie urbaine en Belgique francophone. Les ouvrages clés ont ici été : Joseph & Grafmeyer (1979) ; Joseph (1998) ; Cefaï & Joseph (2002) ; Cefaï & Pasquier (2003) ; Cefaï *et al.* (2015). Les expérimentations en matière d'observation collaborative

et d'apports sociologiques au *design* d'espaces urbains menées par Isaac Joseph ont également été des inspirations importantes pour ceux qui, à Bruxelles, voyaient dans la sociologie un savoir pratique.

6 Le Metrolab s'est donné plus spécifiquement comme terrain d'observation et d'action la vallée de la Senne, le « territoire du Canal », qui correspond à la zone prioritaire d'investissement pour la politique FEDER, bien que la programmation 2014-2020 comprenne des projets localisés en dehors de cette zone.

7 Cette démarche a été pratiquée également dans le cadre de la politique bruxelloise de rénovation urbaine « Contrats de quartier ». Voir : Berger (2019, p. 204 et 210-212).

8 L'expérience Metrolab a permis, pour cinq de nos jeunes chercheurs, la réalisation de thèses de doctorat, certaines déjà défendues, d'autres en voie d'achèvement ou encore en cours : en 2019, Andrea Bortolotti, urbaniste (*Questioning waste through urban metabolism : technologies, scales, practices*) ; en 2020, Simon Debersaques, géographe (« *Et en plus on travaille avec les quartiers* ». *Analyse des tensions entre équipements culturels hybrides et quartiers populaires en voie de gentrification*), Sarah Van Hollebeke, sociologue (*Professionnels du discours et spécialistes de l'image dans le projet urbain. Enquête à Bruxelles*

sur une asymétrie des collaborations entre experts de la ville) ; Pauline Varloteaux, (*Anatomie des projets urbains bruxellois*) ; Corentin Sanchez-Trenado, géographe (*L'ancrage spatial d'activités économiques comme ressource pour les quartiers populaires centraux*). Les thèses de Marine Declève et Anna TERNON, toutes deux architectes, devraient aboutir en 2021.

9 « Quand les nouveautés prennent la forme d'engins mécaniques, nous sommes enclins à leur faire bon accueil. » Mais « [la] communauté organisée continue d'être hésitante jusqu'à aujourd'hui à l'égard d'idées nouvelles qui ne seraient pas de nature technique ou technologiques », « [c]ar une innovation est une déviation » (Dewey, 2003 : 93).

10 La période de lancement des activités du Metrolab concordait avec les attentats de Paris (novembre 2015) et de Bruxelles (mars 2016) et la stigmatisation territoriale qui s'ensuivit, concernant la commune de Molenbeek en particulier. C'est également des troubles de cette nature que devait prendre en compte la réflexion plus générale sur la politique de la ville proposée par le Metrolab, au départ de l'étude des projets FEDER. Un cycle de séminaires intitulé *Cities in shock* fut tenu dans les locaux du Metrolab entre juin 2016 et décembre 2018.

11 La conférence de lancement du Metrolab Brussels, qui eut lieu à Tour & Taxis le 9 décembre 2015, était

intitulée « *Urban Research : What For ?* ».

12 Dans un article récent, Marc Breviglieri (2019) déplore l'impact des investissements FEDER sur la transformation du paysage urbain d'une ville comme Lisbonne, à partir du moment où cette politique fonctionne comme un dispositif automatique de la « ville garantie » (Breviglieri, 2015). C'est à partir d'une préoccupation semblable et l'intention d'augmenter à la fois la réflexivité et la publicité de cette politique à Bruxelles que le projet Metrolab a été conçu.

13 Entre 2016 et 2020, 12 projets sur les 46 ont été concernés par ces collaborations.

14 L'approche éco-sémiotique privilégiée ici, ainsi d'ailleurs que l'« écologie sémiotique » de Charles Goodwin, se basent sur une conception métaphorique de l'écologie appliquée aux interactions humaines, pour mettre en avant l'importance du « milieu de réception » (Berger, 2018a), du « *ground* » (Berger, 2020) ou du « substrat » (Goodwin, 2011 et 2016) de la communication ; tout comme l'écologie humaine de Chicago des années 1920-30 a développé ses concepts en analogie à ceux de l'écologie animale et végétale, ou comme la micro-écologie des interactions de Goffman s'est appuyée sur nombre d'analogies éthologiques, sur un certain usage de l'*Umwelt* conçu initialement par Von Uexküll

(1934/2010) pour saisir l'émergence de la signification pour des formes de vie élémentaires. L'éco-sémiotique humaine qui nous intéresse ici est alors à distinguer de celle issue de la biosémiotique et de la zoosémiotique, et introduite par Winfried Nöth (1998 et 2001) dans le dossier « Semiotics of Nature » du journal *Sign Systems Studies* (voir également : Levesque & Caccamo, 2017, ainsi que dans son ensemble, le dossier « Écologie et sémiotique » de la revue *Cygne noir*). Si la première mobilise la seconde, il est assumé que c'est à partir d'une transformation par « modalisation » (Goffman, 1991) de ses concepts et de leur sens. Nous empruntons par exemple l'idée de « niche sémiotique » au biosémioticien Jesper Hoffmeyer (2008), comme Park (1936) parlait suite à J. Arthur Thompson et Ernst Haeckel de « niches écologiques » pour qualifier des milieux urbains. Youri Lotman, de son côté, développe un concept de « sémiosphère » inspiré de la biosphère de Vernadsky mais mis au travail dans une théorie sémiotique de la culture (Lotman, 1991). La sémiosphère de Lotman aura en retour, via l'École de Tartu, une influence sur la bio- et la zoosémiotique, ce qui laisse penser qu'écosémiotique humaine et écosémiotique animale peuvent se féconder mutuellement.

15 On reconnaît ici en effet les *Umwelten* professionnels esquissés par von Uexküll à la fin de son étude classique (1934/2010).

16 Si Jürgen Habermas (1987) a théorisé en détail les procédures permettant de contrôler la qualité des échanges langagiers entre des interlocuteurs et de favoriser la « rationalité communicationnelle » d'une proposition ou d'une décision délibérée, il a laissé de côté les problèmes de l'hétérogénéité sémiotique et de la pluralité des intelligences marquant la communication humaine. Beaucoup reste à faire pour une théorie normative de l'agir communicationnel sortie de son logocentrisme ; certaines des avancées en la matière cherchant à radicaliser l'inspiration pragmatiste du programme habermassien (Parret, 1999 ; Ferry, 2007 ; Berger, 2017 ; Genard, 2017).

17 Cette réflexion sur les « espaces de vie » (*life spaces*), et l'environnement social des projets urbains a bénéficié en particulier de l'atelier « L'espace de l'écologie humaine : de Chicago à Bruxelles », organisé au Metrolab en août 2017 en présence de Daniel Cefaï (Cefaï *et al.*, à paraître, 2021). Dans cet atelier, il s'agissait en particulier d'interroger les modes de représentation visuelle de la coexistence urbaine depuis les cartes de Chicago produites par Park et ses collègues dès les années 1920 et d'envisager, pour la sociologie urbaine d'inspiration écologique, de nouveaux concepts spatiaux et de nouvelles pratiques cartographiques plus aptes à rendre compte de la constitution expérientielle de milieux

urbains et de leur topologie complexe (Berger, 2021).

18 Sur ces questions, voir la thèse de Sarah Van Hollebeke (2020).

19 Cette partie reprend sous forme abrégée des éléments publiés dans : Berger & Moritz (2020).

20 Inspirée sur le plan empirique par la recherche-action menée au Metrolab, la conceptualisation de l'enclave inclusive a aussi profité d'une littérature traitant de l'« intériorisation de la vie publique », de ses potentiels et de ses risques. En architecture et en urbanisme, parmi d'autres initiatives récentes (Pimlott, 2007 et 2016 ; Van Gammeren *et al.*, 2011 ; Cicek *et al.*, 2017), la réédition du manifeste du duo Ungers-Koolhaas, *The City in the City*, témoigne d'un regain d'intérêt pour le modèle d'organisation de la ville par fragments et la structuration de la vie publique urbaine en « îles » fonctionnant comme des « condenseurs sociaux » (Ungers & Koolhaas, 2013). Contre une conception de la ville envisagée comme un grand continuum, la « ville archipel » se conçoit comme une diversité de lieux disposant chacun de qualités architecturales propres et d'intériorités spécifiques. Du fait de leurs qualités intrinsèques, de leurs interdépendances fonctionnelles et de la distinction qu'ils marquent avec leur environnement direct, ces lieux développent une singularité et une attractivité particulières. En philosophie, si les travaux de

Lieven De Cauter ont insisté sur l'horizon dystopique d'une société constituée sur le principe de l'enclave (De Cauter, 2004), Peter Sloterdijk a, dans sa fameuse trilogie (1998-2004), rappelé la nécessité socio-anthropologique, à la fois pour la vie sociale et la vie publique, d'être accueillies, contenues, soutenues et protégées par des « sphères », des entités matérielles et sociales favorisant leur vie interne et capables de se clore vis-à-vis du dehors. En sociologie, dans le contexte des grandes villes américaines, différents auteurs ont insisté sur l'importance, pour les interactions urbaines entre inconnus, de pouvoir compter sur des lieux propres montrant des qualités d'intériorité, complémentaires à l'espace public extérieur et continu. Elijah Anderson (2011) identifie les différentes scènes urbaines participant de ce qu'il appelle la « canopée cosmopolite », ces îles urbaines de civilité dans lesquelles citoyens blancs, noirs et d'autres minorités peuvent baisser la garde et socialiser par-delà les frontières ethno-raciales ou culturelles. Dans *Palaces For The People*, le sociologue Eric Klinenberg (2018) se rapproche de considérations spatiales, en s'intéressant aux formes architecturales et urbanistiques, ainsi qu'aux principes d'organisation et de régulation favorables aux intérieurs public

21 Voir : ORG-The Organization for Permanent Modernity, « Projet de développement global Abattoir : le ventre de Bruxelles », document

présenté en novembre 2011 (réimprimé en juillet 2013) par SA Abattoir à la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre des subsides FEDER.

22 Ce *U-shape* est évidemment l'icône de l'espace urbain *partiellement enclos* valorisé par la notion d'enclave inclusive, et il est à ce titre devenu un emblème du concept dans nos présentations.

23 (<https://usquare.brussels/fr>).

24 (<https://www.paris-et-metropole-amenagement.fr/fr/saint-vincent-de-paul-paris-14e>).

25 (<https://lamodel.barcelona>).

26 Il faut ici insister sur le fait que, dans ces rapports, le mépris n'est pas toujours, loin s'en faut, affiché par les universitaires pour les praticiens. La thèse de Sarah Van Hollebeke (2020) montre nombre de situations dans lesquelles ce sont les chercheurs (en sciences sociales en particulier) et les discours savants privilégiant les concepts et les généralisations qui se trouvent embarrassés, intimidés et parfois, oui, méprisés par les professionnels et les cadres des politiques de la ville, ces hôtes (*hosts*) des processus de projet urbain (Berger, 2009, chap. 5).

27 S'il s'agit de deux types d'acteurs peu comparables à bien des égards, en termes d'échelles et de capacités d'action en particulier, ils illustrent par leurs logiques d'engagement dans

la politique de la ville deux pôles d'un spectre allant – pour utiliser des catégories connues – du « civico-industriel » au « civico-inspiré » (Boltanski & Thévenot, 1991), et d'un engagement « en plan », à un engagement se contenant dans la familiarité et le proche (Thévenot, 1990). Bien que ces acteurs soient liés au Metrolab selon des modes et pour des motifs très différents, les désaccords que nous avons eus avec eux peuvent être comparés, sur le plan du trouble qu'ils ont fait naître et de l'enquête qu'ils ont motivée en vue de l'élucidation des logiques d'engagement et du rapport à la réalité urbaine propres au laboratoire de recherche-action. C'est donc essentiellement un critère d'expérience qui justifie ici la comparaison.

28 Cette métaphore des « provinces limitées de signification » suggère que si ces différents acteurs développent des perspectives différentes sur l'urbain, c'est aussi que les postes d'observation sur le monde qu'occupent les uns et les autres s'inscrivent dans des régions topologiques différentes ; une conception topologique de la signification d'ailleurs mieux rendue par le concept original de *geschlossene Sinngebiete*, c'est-à-dire, « provinces délimitées de sens » (Cefaï, 1998 : 175) ou, plus littéralement « régions closes de signification ». La circulation entre univers d'activité professionnelle peut être interprétée à travers la métaphore du saut (*leap*) d'une région de sens à une autre, et illustrée

à partir de l'exemple de la carrière atypique d'Alfred Schütz lui-même, une « vie partagée entre les provinces de réalité, exclusives l'une de l'autre, de la vie professionnelle [dans son cas, passée entre un travail de juriste dans le domaine bancaire, de consultant du gouvernement sur les questions d'économie internationale et de rédacteur de presse pour un grand journal viennois] et celle de la vie académique » (*ibid.* : 12). Dans le cas des politiques de la ville bruxelloises qui nous occupent, les provinces envisagées (du laboratoire-observatoire, du cabinet ministériel, des rues et parcs du Quartier Nord, du campus universitaire) ne sont pas uniquement des régions topologiques, mais des régions écologiques, car considérées comme interdépendantes, habitées, cultivées de sens, et saisies dans leur caractère matériel et vivant (Berger, 2018a).

29 Parmi ces difficultés éco-sémiotiques qui nous semblent intéressantes à analyser, il faut en effet compter celles qui concernent les interactions entre le laboratoire de recherche-action urbaine et les milieux universitaires dont il provient, où prévaut généralement une conception dite fondamentale, c'est-à-dire strictement académique, de la recherche. Ces difficultés et les critiques mutuelles d'irréalisme auxquelles elles peuvent donner lieu mériteraient en elles-mêmes un article entier et on se permettra, dans un texte déjà long, de ne pas en traiter ici.

30 Si Schütz préférerait parler de « provinces de sens » plutôt que d'« ordres de réalité » pour éviter les implications ontologiques de la notion de William James (1950), les acteurs suivis par l'enquête ne s'embarrassent pas de cette distinction.

31 Voir les travaux de thèse de Pauline Varloteaux (2020), chercheuse au Metrolab.

32 Pour Jean-François Côté, cette « vision kaléidoscopique de la société » est d'ailleurs introduite par le pragmatisme (de G.H. Mead en particulier) et prolongée dans les sciences sociales par Park. Si la « prolifération de types d'expressions liées à des acteurs sociaux et à leurs pratiques » présentée dans les travaux de l'École de Chicago « ne semble pas susceptible de fournir une vision d'ensemble de la société, de ses transformations et de son devenir, elle en fournit néanmoins une image en kaléidoscope. En effet, c'est véritablement à travers cette myriade d'aspects de la vie sociale qu'apparaît l'existence de la société, dans une réflexion infinie mais néanmoins toujours fragmentaire de sa composition. Les acteurs sociaux sont situés dans toutes sortes de circonstances et de situations, et leurs actions témoignent de la vitalité de l'organisation sociale telle qu'elle s'exprime dans des formes d'organisation ou de désorganisation [...] qu'il importe de représenter de manière à saisir sinon la logique du

social, du moins son [...] écologie. »
(Côté, 2015).

33 Stephen Ball ne cite pas Goffman lorsqu'il parle de « fabrications » pour qualifier les engagements des professeurs et des écoles, amenés à « jouer le jeu » des indicateurs dans l'enseignement (Ball, 2003 : 224 et s.). Il semble pourtant que ce concept des *Cadres de l'expérience* (Goffman, 1974/1991) s'y applique parfaitement.

34 J'ai eu l'occasion de développer une critique sémiotique de différentes modalités de « la participation sans le discours » dans : Berger, 2014.